

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1494

11 juin 2014

### SOMMAIRE

Abax Consulting .....	71711	Ravenhill Holdings S.à r.l. ....	71668
AIO S.à r.l. ....	71675	REA Europe S.à r.l. ....	71674
Alpaga Promotions SA .....	71674	Real I.S. Management SA .....	71668
Empik Investments S.à r.l. ....	71666	Rebelo's 75 .....	71668
Enable and Invest S.à r.l. ....	71666	Renoir Propco 1 S.à r.l. ....	71668
Energy Research and Investment S.A. ...	71666	Renoir Propco 2 S.à r.l. ....	71674
Fincastle Re S.A. ....	71673	Sandersted Finance S.à r.l. ....	71674
GELF Topaz (Lux) S.à r.l. ....	71704	Sunpharma Europe .....	71667
Grant Thornton Abax Consulting .....	71711	TIAA Lux 9 S.à r.l. ....	71670
H.I.G. Luxembourg Holdings Nineteen S.à r.l. ....	71666	Tinaco S.A. ....	71670
Levecta S.A. ....	71712	Tool Company S.A. ....	71669
PAH Amazon Holdings Sàrl .....	71667	Transcom Investments & Finance S.A. ...	71670
Pan-European Industrial Properties Series III S.A. ....	71668	Tyco International Group S.A. ....	71670
Pan-European Industrial Properties Series II S.A. ....	71667	Vangal Investments S.A. ....	71672
Platin Investments S.à r.l. ....	71669	Vega Holding S.A. ....	71672
Prestige Fenêtres S.à r.l. ....	71666	Vernon S.à r.l. ....	71671
Priviga S.A. ....	71669	Vitruvius .....	71671
ProCo S.à r.l. ....	71669	V-Lux S.A. ....	71672
ProCo S.à r.l. ....	71667	Wendigo Sàrl .....	71670
Prod S.A. ....	71673	Willow Lending BR S.à r.l. ....	71684
PSA Finance S.C.S. ....	71669	Wimil S.A. ....	71673
Q-Leap S.A. ....	71674	Wimil S.A. ....	71671
		Windermere Investments Limited .....	71671
		World Color Insurance Holding S.A. ....	71673

**Energy Research and Investment S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-5753 Frisange, 43, Parc Lésigny.

R.C.S. Luxembourg B 72.146.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 avril 2014.

POUR COPIE CONFORME

Référence de publication: 2014050465/11.

(140057583) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

---

**Empik Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 32.530.812,50.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 168.583.

Le bilan de la société au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

*Pour la société*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2014050444/12.

(140058065) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

---

**Enable and Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 175.864.

Par résolutions signées en date du 27 mars 2014 l'associé unique a accepté la démission de Rupert Lywood avec adresse au One Vine Street, W1J OAH London, Royaume-Uni de son mandat de gérant, avec effet au 13 mars 2014

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 avril 2014.

Référence de publication: 2014050445/12.

(140057338) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

---

**H.I.G. Luxembourg Holdings Nineteen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 160.742.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 avril 2014.

Référence de publication: 2014050536/10.

(140057704) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

---

**Prestige Fenêtres S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5460 Trintange, 15, rue des Vignes.

R.C.S. Luxembourg B 158.816.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014050751/9.

(140057553) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

---

**PAH Amazon Holdings Sàrl, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.  
R.C.S. Luxembourg B 168.607.

—  
EXTRAIT

Il convient de modifier l'adresse du gérant de la Société; Monsieur Yannick BRIOT, avec effet au 10 octobre 2013 suite au transfert de siège social de la société du 51, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg au 26-28, Rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg; et

Il convient aussi de modifier l'adresse du gérant de la Société; Monsieur Jérôme Mychalowych, avec effet immédiat du 150, East 42<sup>nd</sup> Street, 5<sup>th</sup> floor, 10017 New York, Etats-Unis d'Amérique au 100 Campus Drive, Florham Park, New Jersey 07932, Etats-Unis d'Amérique.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 07 avril 2014.

Référence de publication: 2014050738/16.

(140057788) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

---

**Pan-European Industrial Properties Series II S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 86.264.

—  
CLÔTURE DE LIQUIDATION

*Extrait des décisions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 31 décembre 2013*

L'Assemblée décide de prononcer la clôture de la liquidation de la Société.

L'Assemblée décide que les livres et documents sociaux de la Société seront déposés et conservés pendant cinq ans, à partir de la date de la publication des présentes dans le Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg, Recueil des Sociétés et Associations, Mémorial C, à l'adresse suivante: 46A, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

TMF Luxembourg S.A.  
Signatures

Référence de publication: 2014050740/16.

(140058010) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

---

**ProCo S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3960 Ehlange, 59, rue du Centre.  
R.C.S. Luxembourg B 104.814.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014050736/10.

(140057549) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

---

**Sunpharma Europe, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.  
R.C.S. Luxembourg B 151.036.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour SUNPHARMA EUROPE  
Société à responsabilité limitée  
United International Management S.A.

Référence de publication: 2014050849/12.

(140058005) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

---

**Pan-European Industrial Properties Series III S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 90.146.

---

**CLÔTURE DE LIQUIDATION**

*Extrait des décisions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 31 décembre 2013*

L'Assemblée décide de prononcer la clôture de la liquidation de la Société.

L'Assemblée décide que les livres et documents sociaux de la Société seront déposés et conservés pendant cinq ans, à partir de la date de la publication des présentes dans le Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg, Recueil des Sociétés et Associations, Mémorial C, à l'adresse suivante: 46A, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

TMF Luxembourg S.A.

Signatures

Référence de publication: 2014050741/16.

(140058009) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

---

**Ravenhill Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5367 Schuttrange, 64, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 155.261.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Schuttrange, le 8 avril 2014.

Référence de publication: 2014050761/10.

(140057842) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

---

**Real I.S. Management SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 3, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 141.181.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014050762/9.

(140057490) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

---

**Renoir Propco 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 185.010.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 avril 2014.

Référence de publication: 2014050763/10.

(140058130) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

---

**Rebelo's 75, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-7446 Lintgen, 24, rue de l'Eglise.

R.C.S. Luxembourg B 158.889.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014050773/9.

(140058030) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

---

**ProCo S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3960 Ehlange, 59, rue du Centre.  
R.C.S. Luxembourg B 104.814.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014050735/10.

(140057548) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

**Platin Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: USD 25.000,00.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 5, rue Goethe.  
R.C.S. Luxembourg B 165.345.

*Extrait des résolutions des associés de la Société adoptées le 13 mars 2014*

Les associés ont décidé de nommer Henning Theobald dont l'adresse professionnelle se situe 5, rue Goethe, L-1637 Luxembourg en tant que gérant de classe B de la Société à compter du 13 mars 2014 pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Platin Investments S.à r.l.

*Un Mandataire*

Référence de publication: 2014050730/14.

(140057979) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

**Priviga S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 43, boulevard du Prince Henri.  
R.C.S. Luxembourg B 133.740.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

*Mandataire*

Référence de publication: 2014050753/11.

(140057393) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

**PSA Finance S.C.S., Société en Commandite simple.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 41, avenue de la Liberté.  
R.C.S. Luxembourg B 124.605.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014050756/10.

(140058052) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

**Tool Company S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8009 Strassen, 173, route d'Arlon.  
R.C.S. Luxembourg B 105.401.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014050881/9.

(140057595) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

**TIAA Lux 9 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 40.702.500,00.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 133.015.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 4 avril 2014.

Référence de publication: 2014050877/10.

(140057687) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

**Tinaco S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 109.102.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg.

Référence de publication: 2014050878/10.

(140057469) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

**Transcom Investments & Finance S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 73.652.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour TRANSCOM INVESTMENTS & FINANCE S.A.*

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014050884/11.

(140057953) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

**Tyco International Group S.A., Société Anonyme (en liquidation).**

Siège social: L-2227 Luxembourg, 29, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 63.939.

Les comptes annuels au 29 septembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014050888/10.

(140058153) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

**Wendigo Sàrl, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 136.771.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 avril 2014.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signatures

Gérant

Référence de publication: 2014050948/13.

(140057365) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

**Vernon S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 160.141.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 avril 2014.  
Maître Léonie GRETHEN  
Notaire

Référence de publication: 2014050938/12.

(140058173) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

---

**Vitruvius, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.  
R.C.S. Luxembourg B 71.899.

Le prénom complet de Mr SOLARO DEL BORGIO, administrateur de la Société, est Carlo Maurizio et non Maurizio comme renseigné précédemment.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Certifié sincère et conforme  
Pour VITRUVIUS

KREDIETRUST LUXEMBOURG S.A.

Référence de publication: 2014050940/13.

(140057949) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

---

**Wimil S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9712 Clervaux, 3B, Montée du Château.  
R.C.S. Luxembourg B 50.861.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014050956/9.

(140057962) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

---

**Windermere Investments Limited, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 13.501,00.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.  
R.C.S. Luxembourg B 127.275.

**CLÔTURE DE LA LIQUIDATION**

Il résulte d'une assemblée générale extraordinaire des associés de la Société tenue en date du 31 janvier 2014 que:

- L'assemblée générale des associés a pris connaissance de ce que toutes les dettes de la Société ont été payées et qu'il n'y a pas de boni de liquidation dû et payable aux associés de la Société et décidé de prononcer la clôture de la liquidation de la Société.

- L'assemblée générale des associés décide que les livres et documents sociaux de la Société seront déposés et conservés pendant cinq ans, à partir de la date de la publication des présentes dans le Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg, Recueil des Sociétés et Associations, Mémorial C, au siège social de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 avril 2014.  
Signature  
Un mandataire

Référence de publication: 2014050951/20.

(140057501) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

---

**Vangal Investments S.A., Société Anonyme.**

R.C.S. Luxembourg B 126.976.

—  
**LIQUIDATION JUDICIAIRE**

Par jugement rendu en date du 20 mars 2014, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'article 203 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, la dissolution et la liquidation de la société VANGAL INVESTMENTS SA, dont le siège social à L-1331 Luxembourg, 65, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été dénoncé en date du 20 septembre 2010.

Le même jugement a nommé juge-commissaire Madame Carole BESCH et a ordonné aux créanciers de faire la déclaration du montant de leurs créances avant le 10 avril 2014 au greffe de la sixième chambre de ce Tribunal.

Maître Yasemin CENGIZ-KIYAK, avocat, demeurant à Luxembourg, a été nommée liquidateur de ladite société par jugement rendu par le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, en date du 27 mars 2014.

Pour extrait conforme

*Le liquidateur*

Référence de publication: 2014050935/18.

(140057482) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

---

**Vega Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 140.775.

—  
Il résulte d'une lettre de démission datée du 4 avril 2014 que Monsieur Reno Maurizio TONELLI a démissionné de son mandat d'administrateur du conseil d'administration de la société VEGA HOLDING S.A., inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 140 775, avec effet immédiat.

Il résulte d'une lettre de démission datée du 4 avril 2014 que Monsieur Pierre LENTZ a démissionné de son mandat d'administrateur du conseil d'administration de la société VEGA HOLDING S.A., inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 140 775, avec effet immédiat.

Il résulte d'une lettre de démission datée du 4 avril 2014 que Monsieur Claude SCHMITZ a démissionné de son mandat d'administrateur du conseil d'administration de la société VEGA HOLDING S.A., inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 140 775, avec effet immédiat.

Luxembourg, le 7 avril 2014.

CF Corporate Services

Référence de publication: 2014050936/18.

(140058143) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

---

**V-Lux S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 114.032.

—  
En date du 17 mars 2014, l'Actionnaire Unique de la Société a pris les décisions suivantes:

- Réélection de FIDES (Luxembourg) S.A. au poste d'Administrateur pour une durée de six ans, jusqu'à l'Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en 2020 et qui approuvera les comptes annuels au 31 décembre 2019;

- Réélection de MANACOR (LUXEMBOURG) S.A. au poste d'Administrateur pour une durée de six ans, jusqu'à l'Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en 2020 et qui approuvera les comptes annuels au 31 décembre 2019;

- Réélection de Timothy Charles BABICH au poste d'Administrateur pour une durée de six ans, jusqu'à l'Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en 2020 et qui approuvera les comptes annuels au 31 décembre 2019.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

V-Lux S.A.

Manacor (Luxembourg) S.A.

*Administrateur*

Référence de publication: 2014050928/18.

(140058147) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

---



**Wimil S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9712 Clervaux, 3B, Montée du Château.  
R.C.S. Luxembourg B 50.861.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2014050955/9.  
(140057952) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

---

**World Color Insurance Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.  
R.C.S. Luxembourg B 97.913.

Le siège de la Société a été transféré du 37, rue d'Anvers, L-1130 Luxembourg, au 8-10, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg avec effet au 1<sup>er</sup> octobre 2013.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2014050958/10.  
(140057995) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

---

**Prod S.A., Société Anonyme.**

R.C.S. Luxembourg B 127.344.

**LIQUIDATION JUDICIAIRE**

Par jugements du 20 mars 2014, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu des articles 203 et 203-1 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, la dissolution et la liquidation de la société suivante:

- la société anonyme PROD S.A, dont le siège social à L-1661 Luxembourg, 47, Grand Rue, a été dénoncé en date du 16 mars 2010, RC no B 127344;

Ledit jugement a nommé juge-commissaire Madame Carole BESCH, vice-présidente au Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, et liquidateur Maître Arzu AKTAS, Avocat à la Cour, demeurant à Esch-sur-Alzette.

Il ordonne aux créanciers de faire la déclaration de leurs créances avant le 10 avril 2014 au greffe de la 6<sup>ème</sup> chambre du Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale.

Pour extrait conforme  
Maître Arzu AKTAS  
Le liquidateur

Référence de publication: 2014050987/19.

(140058164) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

---

**Fincastle Re S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.  
R.C.S. Luxembourg B 57.632.

*Extrait des résolutions prises par voie circulaire par le conseil d'administration en date du 9 avril 2014*

Le Conseil d'Administration a pris la résolution suivante:

**Résolution 1**

- Le Conseil d'Administration a pris note de la démission en tant qu'Administrateur de Monsieur Manuel Ribeiro avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme  
Signature  
Un mandataire

Référence de publication: 2014051200/16.

(140058548) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2014.

---

**Q-Leap S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-5374 Münsbach, 28, rue du Château.  
R.C.S. Luxembourg B 167.970.

—  
**EXTRAIT**

La société Q-Leap S.A. a pris connaissance du changement d'adresse du commissaire aux comptes:  
Premium Advisory Partners S.A. 13-15, Breedewues L-1259 Senningerberg  
Senningerberg, le 2 avril 2014.  
Référence de publication: 2014050757/11.  
(140057433) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

---

**Renoir Propco 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 185.013.

—  
Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 8 avril 2014.  
Référence de publication: 2014050764/10.  
(140058091) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

---

**REA Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 21.200,00.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.  
R.C.S. Luxembourg B 124.445.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 7 avril 2014.  
Référence de publication: 2014050772/10.  
(140058140) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

---

**Sandersted Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 141.879.

—  
Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 04 Avril 2014.  
Sandersted Finance S.à.r.l.  
Manacor (Luxembourg) S.A.  
Manager A  
Référence de publication: 2014050812/14.  
(140057749) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

---

**Alpaga Promotions SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-1213 Luxembourg, 2, rue Caroline Baldauff-Rothermel.  
R.C.S. Luxembourg B 130.510.

—  
Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2014051039/9.  
(140058313) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2014.

---

**AIO S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 2.894.900,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 151.221.

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-seventh day of November.

Before Maître Francis Kessler, notary public residing in Esch-sur-Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned.

There appeared:

Anchorage Illiquid Opportunities Offshore Master, L.P., an Exempted Company incorporated in the Cayman Islands with limited liability, having its registered office at c/o Intertrust Corporate Services (Cayman) Limited, 190 Elgin Avenue, George Town, Grand Cayman KY1-9005, Cayman Islands (the "Sole Shareholder"),

hereby duly represented by Mrs. Sofia Afonso-Da Chao Conde, private employee, with professional address at 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

Such power of attorney having been signed "ne varietur" by the power of attorney holder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to this deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record as follows:

I.- The appearing party is the sole shareholder of "AIO S.à r.l.", a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, incorporated by a deed enacted by Maître Henri Hellinckx, notary, on 29 January 2010, published in the "Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations" ("Mémorial") number 569 dated 17 March 2010, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 151.221 (the "Company").

II.- That the 115,796 (one hundred fifteen thousand seven hundred ninety-six) shares with a nominal value of USD 25 (twenty-five United States Dollars) each, representing the whole share capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the Sole Shareholder expressly states having been duly informed beforehand.

III.- The agenda of the meeting is the following:

*Agenda:*

1. Waiving of notice right;
2. Acknowledgement of the resignation of Mr. Damien Nussbaum and Mr. Peter Diehl from their position as category B directors of the Company;
3. Approval of the amendment of (i) article 2 of the articles of association of the Company "Corporate object", (ii) article 6 of the articles of association of the Company "Share capital - Shares", (iii) article 7 of the articles of association of the Company "Management" and (iv) article 12 of the articles of association "Distribution of profits" and the subsequent entire amendment and restatement of the articles of association of the Company;
4. Approval of the reclassification of Mr. Joao Margarido and Anchorage Capital Group as directors of the Company
5. Approval of the appointment of Mr. Hugo Froment as new director of the Company; and
6. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the Sole Shareholder, the following resolutions have been taken:

*First resolution:*

It is resolved that the Sole Shareholder waives its right to the prior notice of the current meeting, acknowledges being sufficiently informed on the agenda, considers the meeting to be validly convened and therefore agrees to deliberate and vote upon all the items of the agenda. It is further resolved that all the relevant documentation has been put at the disposal of the Sole Shareholder within a sufficient period of time in order to allow it to examine carefully each document.

*Second resolution:*

The sole shareholder hereby resolves to acknowledge the resignation of Mr. Damien Nussbaum and Mr. Peter Diehl from their position as category B managers of the Company with effect as from the date hereof.

*Third resolution:*

The Sole Shareholder resolves to amend (i) the article 2 of the articles of association of the Company relating to the corporate object of the Company, (ii) the article 6 of the articles of association of the Company relating to the shares of the Company, (iii) the article 7 of the articles of association of the Company relating to the management of the Company and (iv) article 12 of the articles of association of the Company relating to the distribution of profits.

As a consequence of the above, the Sole Shareholder resolves to entirely amend and restate the articles of association of the Company which shall henceforth read as follows:

**Art. 1. Corporate form.** There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the “Company”), and in particular the law dated 10<sup>th</sup> August, 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the “Law”), as well as by the articles of association (hereafter the “Articles”), which specify in the articles 6.1, 6.2, 6.5, 8 and 11.2 the exceptional rules applying to one member company.

**Art. 2. Corporate object.** The purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities and assets of any kind, and the ownership and maintenance of its portfolio. The Company may also hold interests in partnerships.

The Company may borrow in any form and proceed to the issuance of bonds, without a public offer, which may be convertible and to the issuance of debentures.

In a general fashion the Company may grant assistance whether by way of loans, guarantees or otherwise to group companies as well as to any other entity that is or will be investing in group companies, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes. For the purpose of this article, the notion of group shall include all parent companies of the Company, subsidiaries and entities in which the parent companies or their subsidiaries hold a direct or indirect participation (each hereafter referred to as a "Group Company").

The Company may in particular (a) borrow money in any form and raise funds through, including but not limited to, the issue of bonds, notes, and other debt instruments, convertible or not, within the limits of the law, including borrowing from Group Companies, (b) advance, lend or subscribe to or purchase any debt instrument issued by any Group Company, with or without a security interest and (c) enter into any guarantee, pledge or any other form of security for the performance of any contracts or obligations of the Company or of any Group Company.

The Company may further carry out any commercial, industrial or financial operations, as well as any transactions on real estate or on movable property.

Generally the Company may do all such other things as may appear to the Company to be incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them.

**Art. 3. Duration.** The Company is formed for an unlimited period of time.

**Art. 4. Denomination.** The Company will have the denomination “AIO S.à r.l.”.

**Art. 5. Registered office.** The registered office is established in Luxembourg-City.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the director or in case of plurality of directors, by a decision of the board of directors.

**Art. 6. Share capital - Shares.**

6.1 - Subscribed and authorized share capital

The Company’s corporate capital is fixed at 2,894,900.- USD (TWO MILLION EIGHT HUNDRED NINETY-FOUR THOUSAND NINE HUNDRED UNITED STATES DOLLARS) represented by 115,796 (ONE HUNDRED FIFTEEN THOUSAND SEVEN HUNDRED NINETY-SIX) shares (parts sociales), of 25.- USD (TWENTY FIVE UNITED STATES DOLLARS) each, all fully subscribed and entirely paid up.

At the moment and as long as all the shares are held by only one shareholder, the Company is a single shareholder company (société unipersonnelle) in the meaning of Article 179 (2) of the Law; In this contingency Articles 200-1 and 200-2, among others, will apply, this entailing that each decision of the sole shareholder and each contract concluded between him and the Company represented by him shall have to be established in writing.

6.2 - Modification of share capital

The capital may be changed at any time by a decision of the single shareholder or by decision of the general shareholders’ meeting, in accordance with Article 8 of these Articles and within the limits provided for by Article 199 of the Law.

6.3 - Indivisibility of shares

Towards the Company, the Company’s shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.4 - Transfer of shares

In case of a single shareholder, the Company’s shares held by the single shareholder are freely transferable.

In the case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may be transferred in compliance with the requirements of Article 189 and 190 of the Law.

Shares may not be transferred inter vivos to non-shareholders unless shareholders representing at least three-quarters of the corporate share capital shall have agreed thereto in a general meeting. Transfers of shares must be recorded by a notarial or private deed. Transfers shall not be valid vis-à-vis the Company and third parties until they shall have been notified to the Company or accepted by it in accordance with the provisions of Article 1690 of the Civil Code.

#### 6.5 - Stapling of shares

The shares will be stapled to convertible instruments (if any) in accordance with the terms and conditions of the concerned convertible instruments.

Any shareholder who transfers one or more of his shares in the capital of the Company to a third party is obligated to transfer a same proportion of his convertible instruments, if any, to that same third party, in accordance with the applicable terms and conditions of the concerned convertible instruments.

In the event of any shareholder holding share(s) surrenders one or more shares in the capital of the Company pursuant to a redemption, such shareholder is obligated to surrender the same proportion of convertible instruments which are issued in reference to such shares, if any, to the Company and the latter is obligated to redeem the said convertible instruments, if any, in accordance with the terms and conditions of the concerned convertible instruments.

#### 6.6 - Registration of shares

All shares are in registered form, in the name of a specific person, and recorded in the shareholders' register in accordance with Article 185 of the Law.

### **Art. 7. Management.**

#### 7.1 - Appointment and removal

The Company is managed by one or more directors. The director(s) need not be shareholder(s).

If several directors have been appointed, they will constitute a board of directors.

The director(s) is/are appointed by the general meeting of shareholders and may be revoked ad nutum by the same.

#### 7.2 - Powers

All powers not expressly reserved by Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the director, or in case of plurality of directors, of the board of directors.

#### 7.3 - Representation and signatory power

Subject to the provisions of Article 7.3 §2 below, in dealing with third parties as well as in justice, the director(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects.

The Company shall be bound by the sole signature of its sole director, and, in case of plurality of directors, by the joint signature of any two directors.

The director, or in case of plurality of directors, the board of directors may sub-delegate his/its powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

The director, or in case of plurality of directors, the board of directors will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

#### 7.4 - Chairman, vice-chairman, secretary, procedures

The board of directors may choose among its members a chairman, which in case of tie vote, shall have a casting vote, and a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a director and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors and of the shareholders.

The resolutions of the board of directors shall be recorded in the minutes, to be signed by any 2 (two directors, or by a notary public, and recorded in the corporate book.

Copies or extracts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman, by the secretary or by any director.

The board of directors can deliberate or act validly only if at least a majority of the directors is present or represented at the meeting of the board of directors.

In case of plurality of directors, resolutions shall be taken by a simple majority of directors present or represented.

Resolutions in writing approved and signed by all directors shall have the same effect as resolutions passed at the directors' meetings. Such approval may be in a single or in several separate documents. Written resolutions may be transmitted by ordinary mail, fax, cable, telegram, telex, electronic means, or any other suitable telecommunication means.

Any and all directors may participate in any meeting of the board of directors by telephone or video conference call or by other similar means of communication allowing all the directors taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

#### 7.5 - Liability of directors

The director(s) assume(s), by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

**Art. 8. General shareholders' meeting.** The single shareholder assumes all powers conferred to the general shareholders' meeting.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares he owns. Each shareholder shall dispose of a number of votes equal to the number of shares held by him. Collective decisions are only validly taken insofar as shareholders owning more than half of the share capital adopt them.

However, resolutions to alter the Articles, except in case of a change of nationality, which requires a unanimous vote, may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarter of the Company's share capital, subject to the provisions of the Law.

The holding of general shareholders' meetings shall not be mandatory where the number of shareholders does not exceed twenty-five (25). In such case, each shareholder shall receive the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted, transmitted in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or any other suitable telecommunication means and shall give his vote in writing.

**Art. 9. Annual general shareholders' meeting.** Where the number of shareholders exceeds twenty-five, an annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Article 196 of the Law at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, within 6 (six) months of the closing of the last financial year. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the board of directors, exceptional circumstances so require.

**Art. 10. Supervision of the company.** Where the number of shareholders exceeds twenty-five, the operations of the Company shall be supervised by one or more statutory auditors ("commissaires") in accordance with Article 200 of the Law who need not to be shareholder. If there is more than one statutory auditor, the statutory auditors shall act as a collegium and form the board of auditors.

Each statutory auditor shall serve for a term ending on the date of the annual general meeting of shareholders following their appointment dealing with the approval of the annual accounts.

At the end of this period and of each subsequent period, the statutory auditor(s) can be renewed in its/their function by a new resolution of the general meeting of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be) until the holding of the next annual general meeting dealing with the approval of the annual accounts.

Where the thresholds of Article 35 of the law of 19 December 2002 on the Luxembourg Trade and Companies Register are met, the Company shall have its annual accounts audited by one or more qualified auditors ("réviseurs d'entreprises agréés") appointed by the general meeting of shareholders or the sole shareholder (as the case may be) amongst the qualified auditors ("réviseurs d'entreprises agréés") registered in the Financial Sector Supervisory Commission ("Commission de Surveillance du Secteur Financier")'s public register."

Notwithstanding the thresholds above mentioned, at any time, one or more qualified auditors may be appointed by resolution of the general meeting of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be) that shall decide the terms and conditions of his/their mandate.

**Art. 11. Fiscal year - Annual accounts.**

11.1 - Fiscal year

The Company's fiscal year starts on the 1<sup>st</sup> of January and ends on the 31<sup>st</sup> of December of the same year.

11.2 - Annual accounts

Each year, the director, or in case of plurality of directors, the board of directors prepare an inventory, including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, as well as the balance sheet and the profit and loss account in which the necessary depreciation charges must be made.

Each shareholder, either personally or through an appointed agent, may inspect, at the Company's registered office, the above inventory, balance sheet, profit and loss accounts and, as the case may be, the report of the statutory auditor (s) set-up in accordance with Article 200.

**Art. 12. Distribution of profits.** The gross profit of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represents the net profit.

An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company shall be allocated to a statutory reserve, until and as long as this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's share capital.

The balance of the net profits may be distributed to the shareholder(s) commensurate to his/their share holding in the Company.

The general meeting of shareholders of the Company, or the single shareholder (as the case may be) upon proposal of the director, or in case of plurality of directors, of the board of directors, may decide to pay interim dividends before the end of the current financial year, on the basis of a statement of accounts prepared by the director, or in case of plurality of directors, of the board of directors, and showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and available reserves, less losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or the Articles.



**Art. 13. Dissolution - Liquidation.** The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortisations, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Except in the case of dissolution by court order, the dissolution of the Company may take place only pursuant to a decision adopted by the general meeting of shareholders in accordance with the conditions laid down for amendments to the Articles. At the time of dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

**Art. 14. Reference to the law.** Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

*Fourth resolution:*

The Sole Shareholder hereby resolves to approve the reclassification of Mr. Joao Margarido and of Anchorage Capital Group LLC as directors of the Company as from the date hereof and for an undetermined duration.

*Fifth resolution:*

The Sole Shareholder hereby resolves to approve the appointment of Mr. Hugo Froment born on 22 February 1974 in Laxou (France) residing professionally at 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg as new director of the Company with immediate effect and for an undetermined duration.

*Estimate of costs*

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with the present deed, have been estimated at about one thousand three hundred euro (EUR 1,300.-).

Nothing else being on the agenda and nobody wishing to address the meeting, the meeting was closed.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will prevail.

Whereof, this deed has been signed in Esch-sur-Alzette, on the date at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder of the appearing party, said proxy holder signed with us, the notary, the present original deed.

**Suit la version française du texte qui précède:**

L'an deux mille treize, le vingt-septième jour de novembre.

Par-devant Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

*A comparu:*

Anchorage Illiquid Opportunities Offshore Master, L.P., une société exonérée des Iles Cayman à responsabilité limitée, ayant son siège social à c/o Intertrust Corporate Services (Cayman) Limited, 190 Elgin Avenue, George Town, Grand Cayman KY1-9005, Iles Cayman (l'«Associé Unique»),

ici représentée par Mme Sofia Afonso Da Chao Conde, employée privée, résidant professionnellement à 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une procuration sous seing privé.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire agissant au nom de la partie comparante et le notaire instrumentant, annexée au présent acte pour être formalisé avec celui-ci.

La partie comparante, représentée tel que décrit ci-dessus, a requis du notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I.- La partie comparante est l'associé unique de «AIO S.à r.l.», une société à responsabilité limitée constituée selon le droit luxembourgeois, ayant son siège social sis au 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, constituée par acte notarié dressé par Maître Henri Hellinckx, notaire, le 29 janvier 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations («Mémorial») numéro 569 du 17 mars 2010, et enregistrée auprès du registre du Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 151.221 (la «Société»).

II.- Que les 115.796 (cent quinze mille sept cent quatre-vingt-seize) parts sociales d'une valeur nominale de 25 USD (vingt-cinq Dollars Américains) chacune, représentant la totalité du capital social de la Société, sont représentées de sorte que l'assemblée peut valablement se prononcer sur tous les points de l'ordre du jour sur lesquels l'Associé Unique reconnaît expressément avoir été dûment préalablement informé.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

*Ordre du jour*

1. Renonciation au droit de convocation;
2. Prise en compte de la démission de M. Damien Nussbaum et M. Peter Diehl de leur mandat de gérant de catégorie B de la Société;

3. Approbation de la modification de (i) l'article 2 des statuts de la Société "Objet Social", (ii) l'article 6 des statuts de la Société "Capital social - Parts sociales", (iii) l'article 7 des statuts de la Société "Management", et (iv) l'article 12 des statuts de la Société "Distribution des profits" et corrélativement de la refonte des statuts de la Société;

4. Approbation du reclassement de M. Joao Margarido et Anchorage Capital Group comme gérants de la Société;

5. Approbation du reclassement de M. Hugo Froment comme nouveau gérant de la Société; et

6. Divers.

Suite à l'approbation de ce qui précède par l'Associé Unique, les résolutions suivantes ont été adoptées:

*Première résolution:*

Il est décidé que l'Associé Unique renonce à son droit de recevoir la convocation préalable afférente à la présente assemblée, reconnaît avoir été suffisamment informé de l'ordre du jour, considère avoir été valablement convoqué et en conséquence accepte de délibérer et voter sur tous les points figurant à l'ordre du jour. Il est en outre décidé que toute la documentation produite lors de cette assemblée a été mise à la disposition de l'Associé Unique dans un délai suffisant afin de lui permettre un examen attentif de chaque document.

*Deuxième résolution:*

L'Associé Unique décide de prendre acte de la démission de M. Damien Nussbaum et M. Peter Diehl de leur mandat de gérants de catégorie B de la Société avec effet à la date de la présente.

*Troisième résolution:*

L'Associé Unique décide de modifier (i) l'article 2 des statuts de la Société relatif à l'objet social de la Société, (ii) l'article 6 des statuts de la Société relatif aux parts sociales de la Société, (iii) l'article 7 des statuts de la Société relatif au management de la Société, et (iv) l'article 12 des statuts de la Société relatif à la distribution des profits. En conséquence de ce qui précède, l'Associé Unique décide de refondre entièrement les statuts de la Société pour désormais leur donner la teneur suivante:

" **Art. 1<sup>er</sup>. Forme sociale.** Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives (ci-après la «Société»), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la «Loi»), ainsi que par les statuts de la Société (ci-après les «Statuts»), lesquels spécifient en leurs articles 6.1, 6.2, 6.5, 8 et 11.2, les règles exceptionnelles s'appliquant à la société à responsabilité limitée unipersonnelle.

**Art. 2. Objet social.** L'objet de la Société est la prise de participations, sous quelques formes que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, l'acquisition par l'achat, la souscription ou de toute autre manière, ainsi que le transfert par vente, échange ou autre, d'actions, d'obligations, de reconnaissances de dettes, notes ou autres titres et avoirs de quelque forme que ce soit, et la propriété et l'entretien de son portefeuille. La société peut en outre prendre des participations dans des sociétés de personnes.

La Société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'obligations qui pourront être convertibles (à condition que celle-ci ne soit pas publique) et à l'émission de reconnaissances de dettes.

D'une façon générale, la Société peut accorder une assistance au moyen de prêts, garanties ou par tout autre moyen aux sociétés du groupe ainsi qu'à toute autre entité qui investit ou qui investira dans des sociétés du groupe, prendre toutes mesures de contrôle et de supervision et accomplir toute opération qui pourrait être utile à l'accomplissement et au développement de son objet. Dans le cadre de cet article, la notion de groupe inclura toutes les sociétés mères de la Société, leurs filiales et les entités dans lesquelles les entreprises mères ou leurs filiales détiennent une participation directe ou indirecte (chacune de celles-ci étant ci-après reprise sous le vocable «Société du Groupe»).

La Société peut notamment: (a) emprunter des fonds sous toute forme et lever des fonds comprenant sans y être limité au moyen d'une émission de titres, obligations ou autres instruments de dette, convertibles ou non, dans les limites de la loi, y compris les emprunts des Sociétés du Groupe; (b) avancer, prêter, souscrire à ou acheter tout instrument de dette émis par toute Société du Groupe, avec ou sans sûreté; et (c) octroyer toute garantie, gage, hypothèque ou toute autre forme de sûreté dans le cadre de l'exécution de tout contrat ou obligation à charge de la Société ou d'une Société du Groupe.

La Société pourra en outre effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière, ainsi que toute transaction sur des biens mobiliers ou immobiliers.

De manière générale, de faire toute chose que la Société juge circonstanciel ou favorable à la réalisation des objets ci-dessus décrits ou à l'un quelconque d'entre eux.

**Art. 3. Durée.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

**Art. 4. Dénomination.** La Société aura la dénomination: «AIO S.à r.l.».

**Art. 5. Siège social.** Le siège social est établi à Luxembourg-ville.

Il peut-être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.



L'adresse du siège social peut-être transférée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

#### **Art. 6. Capital social - Parts sociales.**

##### 6.1 - Capital souscrit et libéré

Le capital social est fixé à 2.894.900 USD (deux millions huit cent quatre-vingt-quatorze mille neuf cents Dollars Américains) représenté par 115.796 (cent quinze mille sept cent quatre-vingt-seize) parts sociales d'une valeur nominale de 25 USD (vingt-cinq Dollars Américains), toutes entièrement souscrites et libérées.

A partir du moment et aussi longtemps que toutes les parts sociales sont détenues par un seul associé, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la Loi; Dans la mesure où les articles 200-1 et 200-2, entre autre, de la Loi trouvent à s'appliquer, chaque décision de l'associé unique et chaque contrat conclu entre lui et la Société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établis par écrit.

##### 6.2 - Modification du capital social

Le capital social souscrit peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés conformément à l'article 8 des présents Statuts et dans les limites prévues à l'article 199 de la Loi.

##### 6.3 - Indivisibilité des actions

Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

##### 6.4 - Transfert de parts sociales

Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé, les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales ne sont transmissibles que sous réserve du respect des dispositions prévues aux articles 189 et 190 de la Loi.

Les parts sociales ne peuvent être transmises inter vivos à des tiers non-associés qu'après approbation préalable en assemblée générale des associés représentant au moins trois quarts du capital social.

Le transfert de parts sociales doit s'effectuer par un acte notarié ou un acte sous seing privé. Le transfert ne peut être opposable à l'égard de la Société et des tiers qu'à partir du moment de sa notification à la Société ou de son acceptation sur base des dispositions de l'article 1690 du Code Civil.

##### 6.5 - Parts sociales rattachées

Les parts sociales seront rattachées à des instruments convertibles (le cas échéant) en conformité avec les conditions générales des instruments convertibles visés.

Tout associé qui transfère une ou plusieurs de ses parts sociales du capital de la Société à un tiers est tenu de transférer la même proportion de ses instruments convertibles, le cas échéant, à ce même tiers, en conformité avec les conditions générales des instruments convertibles visés.

Dans l'éventualité où un associé détenant une ou plusieurs parts sociales renonce à une ou plusieurs parts sociales du capital de la Société suite à une vente, cet associé est obligé de renoncer à la même proportion d'instruments convertibles qui ont été émis en fonction de ces parts sociales, le cas échéant, à la Société et ce dernier est tenu de racheter les dits instruments convertibles, le cas échéant, en conformité avec les conditions générales des instruments convertibles visés.

##### 6.6 - Enregistrement de parts

Toutes les parts sociales sont nominatives, au nom d'une personne déterminée et sont inscrites sur le Registre des Actionnaires conformément à l'article 185 de la Loi.

#### **Art. 7. Management.**

##### 7.1 - Nomination et révocation

La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Le(s) gérant(s) n'est/ne sont pas nécessairement associé(s).

Si plusieurs gérants sont nommés, ils formeront un conseil de gérance.

Le(s) gérant(s) est/sont nommé(s) par l'assemblée générale des associés et est/sont révocable(s) ad nutum.

##### 7.2 - Pouvoirs

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les présents Statuts à l'assemblée générale des associés relèvent de la compétence du gérant ou en cas de pluralité de gérants de la compétence du conseil de gérance.

##### 7.3 - Représentation et signature autorisée

Dans les rapports avec les tiers et avec la justice, chaque gérant aura tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et en toute circonstance et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social sous réserve du respect des termes de l'alinéa 2 du présent article 7.3 ci-dessous.

En cas de gérant unique, la Société peut être engagée par la seule signature du gérant, et, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux gérants.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, pourra déléguer ses compétences pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc.

Le gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance déterminera les responsabilités du mandataire et sa rémunération (si tel est le cas), la durée de la période de représentation et n'importe quelles autres conditions pertinentes de ce mandat.

#### 7.4 - Président, vice-président, secrétaire, procédures

Le conseil de gérance peut choisir parmi ses membres un président, qui en cas d'égalité de voix, aura un vote prépondérant, et un vice-président. Il peut aussi désigner un secrétaire, gérant ou non, qui sera chargé de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance et des assemblées générales des associés.

Les résolutions du conseil de gérance seront constatées par des procès-verbaux, qui sont signés par les gérants et le cas échéant par le président et le secrétaire ou par un notaire et seront déposées dans les livres de la Société.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourraient être produits en justice ou autrement seront signés par le président, le secrétaire ou par un gérant.

Le conseil de gérance ne peut délibérer et agir valablement que si au moins la majorité des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance.

En cas de pluralité de gérants, les résolutions seront prises à la majorité simple des voix exprimées par les gérants présents ou représentés à ladite réunion.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil de gérance. Une telle approbation pourra tenir en ou plusieurs documents séparés.

Chaque gérant et tous les gérants peuvent participer aux réunions du conseil de gérance par «conference call» via téléphone ou vidéo ou par tout autre moyen similaire de communication ayant pour effet que tous les gérants participant au conseil puissent se comprendre mutuellement. Dans ce cas, le ou les gérants concernés seront censés avoir participé en personne à la réunion.

#### 7.5 - Responsabilité des gérants

Le(s) gérant(s) ne contracte(nt) en raison de sa/leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

**Art. 8. Assemblée générale des associés.** L'associé unique exerce tous pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède un droit de vote en rapport avec le nombre des parts détenues par lui. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts, sauf en cas de changement de nationalité de la Société et pour lequel un vote à l'unanimité des associés est exigé, ne peuvent être adoptées que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

La tenue d'assemblées générales n'est pas obligatoire, quand le nombre des associés n'est pas supérieur à vingt-cinq (25). Dans ce cas, chaque associé recevra le texte des résolutions ou décisions à prendre expressément formulées et émettra son vote par écrit.

**Art. 9. Assemblée générale annuelle des associés.** Si le nombre des associés est supérieur à vingt-cinq, une assemblée générale des associés doit être tenue, conformément à l'article 196 de la Loi, au siège social de la Société ou à tout autre endroit à Luxembourg tel que précisé dans la convocation de l'assemblée, dans les 6 (six) mois de la clôture du dernier exercice social. L'assemblée générale pourra se tenir à l'étranger, si de l'avis unanime et définitif des gérants, des circonstances exceptionnelles le requièrent

**Art. 10. Surveillance de la société.** Si le nombre des associés est supérieur à vingt-cinq, les opérations de la Société sont contrôlés par un ou plusieurs commissaires aux comptes conformément à l'article 200 de la Loi, lequel ne requiert pas qu'il(s) soi(en)t associé(s). S'il y a plus d'un commissaire, les commissaires aux comptes doivent agir en collège et former le conseil de commissaires aux comptes.

Chaque commissaire aux comptes sera nommé pour une période expirant à la date de la prochaine assemblée générale annuelle des associés suivant sa nomination se prononçant sur l'approbation des comptes annuels.

A l'expiration de cette période, et de chaque période subséquente, le(s) commissaire(s) aux comptes pourra/pourront être renouvelé(s) dans ses/leurs fonction(s) par une nouvelle décision de l'assemblée générale des associés ou de l'associé unique (selon le cas) jusqu'à la tenue de la prochaine assemblée générale annuelle des associés se prononçant sur l'approbation des comptes annuels.

Lorsque les seuils de l'article 35 de la loi du 19 décembre 2002 sur le registre du commerce et des sociétés seront atteints, la Société confiera le contrôle de ses comptes annuels à un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises agréé(s) nommés par l'assemblée générale des associées ou l'associé unique (selon le cas), parmi les membres inscrits au registre public des réviseurs d'entreprises agréés tenu par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF).

Nonobstant les seuils ci-dessus mentionnés, à tout moment, un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises agréé(s) peuvent être nommés par résolution de l'assemblée générale des associés ou l'associé unique (selon le cas) qui décide des termes et conditions de son/leurs mandat(s).

**Art. 11. Exercice social - Comptes annuels.**

11.1 - L'exercice social

L'année sociale commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre de la même année, à l'exception de la première année qui débutera à la date de constitution et se terminera le 31 décembre 2011.

11.2 - Les comptes annuels

Chaque année, le gérant ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance dresse un inventaire (indiquant toutes les valeurs des actifs et des passifs de la Société) ainsi que le bilan, le compte de pertes et profits, lesquels apporteront les renseignements relatifs aux charges résultant des amortissements nécessaires.

Chaque associé pourra personnellement ou par le biais d'un agent nommé à cet effet, examiner, au siège social de la Société, l'inventaire susmentionné, le bilan, le compte de pertes et profits et le cas échéant le rapport du ou des commissaires constitué conformément à l'article 200 de la Loi.

**Art. 12. Distribution des profits.** Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à, et aussi longtemps que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés en proportion de leur participation dans le capital de la Société.

L'assemblée générale des associés de la Société ou l'associé unique (selon le cas), sur proposition du gérant, ou en case pluralité de gérants, du conseil de gérance, peut décider de payer des dividendes intérimaires avant la fin de l'exercice social en cours sur base d'un état comptable préparé par le gérant, ou en case pluralité de gérants, le conseil de gérance, duquel il devra ressortir que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice social augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu de la Loi ou des Statuts.

**Art. 13. Dissolution - Liquidation.** La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Sauf dans le cas d'une dissolution par décision judiciaire, la dissolution de la Société ne peut se faire que sur décision adoptée par l'assemblée générale dans les conditions exigées pour la modification des Statuts. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunération.

**Art. 14. Référence à la loi.** Pour tous les points non expressément prévus aux présents Statuts, le ou les associé(s) s'en réfèrent aux dispositions de la Loi."

*Quatrième résolution:*

L'Associé Unique décide d'approuver le reclassement de M. Joao Margarido et Anchorage Capital Group LLC comme gérants de la Société à compter de la date de la présente et pour une durée indéterminée.

*Cinquième résolution:*

L'Associé Unique décide d'approuver la nomination de M. Hugo Froment, né le 22 février 1974 à Laxou (France), demeurant professionnellement au 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, comme nouveau gérant de la Société avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

*Estimation des coûts*

Les coûts, frais, taxes et charges, de quelque type que ce soit, devant être supportés par la Société ou devant être payés par elle en rapport avec le présent acte, ont été estimés à environ mille trois cents euros (EUR 1.300,-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et personne ne souhaitant prendre la parole, la séance est clôturée.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate par le présent acte qu'à la requête de la personne comparante mentionnée ci-dessus, le présent acte de constitution est rédigé en anglais, suivi d'une version française. A la requête de la même partie comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte fait et passé à Esch-sur-Alzette, à la date figurant au commencement de ce document.

Le document ayant été lu au mandataire de la personne comparante, celui-ci a signé avec nous, le notaire, le présent acte original.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 04 décembre 2013. Relation: EAC/2013/15875. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014050301/499.

(140057573) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

**Willow Lending BR S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 12.503,00.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 176.827.

In the year two thousand and thirteen, the eleventh day of December,

Before us Maître Edouard Delosch, notary residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of shareholders (the Shareholders) of Willow Lending BR S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred British Pounds (GBP 12,500.-), with registered office at 2a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 176.827, incorporated on 9 April 2013 pursuant to a deed of Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, and published on 15 June 2013 in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1423 page 68278.

The Meeting was opened at 8:15 am with Victorien Hémerly, Avocat à la Cour, residing in Luxembourg, in the chair, who appointed as secretary Peter-Jan Smet, Avocat, residing in Luxembourg.

The Meeting elected as scrutineer Codrina Constantinescu, Avocat, residing in Luxembourg.

The board of the Meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I- That the represented Shareholder, the proxy of the represented Shareholder and the number of its shares are shown on an attendance list. This attendance list, signed by the proxy of the represented Shareholder and by the board of the Meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxy of the represented Shareholder will also remain annexed to the present deed after having been initialed "ne varietur" by the appearing person.

II- That pursuant to the attendance list, twenty-five (25) shares representing one hundred percent (100%) of the share capital of the Company are present or represented at the Meeting and that the Shareholder present or represented consider itself being duly informed of the agenda and waives any convening notice.

III- That the Meeting is regularly constituted and can therefore validly deliberate on the following agenda:

*Agenda*

1. Split of the shares of the Company by dividing each and all of the twenty-five (25) existing shares having a par value of five hundred British Pounds (GBP 500.-) representing the entire amount of the share capital of twelve thousand five hundred British Pounds (GBP 12,500.-) into twelve thousand five hundred (12,500) shares with a par value of one British Pound (GBP 1.-) each;

2. Creation of two classes of shares (the Shares) namely the class A shares (the Class A Shares), and class B shares (the Class B Shares), subdivided in sub-class B1 shares (the Sub-class B1 Shares), and sub-class B2 shares (the Sub-class B2 Shares);

3. Conversion of the twelve thousand five hundred (12,500) existing Shares with a par value of one British Pound (GBP 1.-) each, into twelve thousand five hundred (12,500) Class A Shares with a par value of one British Pound (GBP 1.-) each;

4. Increase of the Company's share capital by an amount of three British Pounds (GBP 3.-) so as to raise it from its current amount of twelve thousand five hundred British Pounds (GBP 12,500.-) up to twelve thousand five hundred and three British Pounds (GBP 12,503.-) by issuing one (1) Class A Share with a par value of one British Pound (GBP 1.-) and two (2) Class B Shares, subdivided in Sub-class B1 Shares and Sub-class B2 Shares, with a par value of one British Pound (GBP 1.-) each;

5. Restatement of article 6 of the Articles of the Company that shall now be stated as follows:

**6.1.** The Company's corporate capital is set at twelve thousand five hundred and three British Pounds (GBP 12,503.-) represented by twelve thousand five hundred and one (12,501) class A shares (the Class A Shares) and two (2) class B shares (the Class B Shares), themselves subdivided in sub-class B1 shares (the Sub-class B1 Shares) and sub-class B2 shares (the Sub-class B2 Shares), with a par value of one British Pound (GBP 1.-) each, all subscribed and fully paid up (the Shares).

**6.2.** Shares of a specific class shall not be convertible into Shares of another class of Shares.

**6.3.** The Company may redeem its own Shares.

**6.4.** The share capital may be reduced through cancellation of Shares including by cancellation of one or more entire class(es) or sub-class(es) through the repurchase and cancellation of all the Shares in issue in such class or sub-class.

**6.5.** In the case of repurchases and cancellations of classes of Shares or subclasses of Shares such cancellations and repurchases of Shares shall be made in the reverse alphabetical order and the reverse numerical order of such class or sub-class, with respect to the Class B Shares.

**6.6.** In the event of a reduction of share capital through the repurchase and cancellation of one or more share class(es) or sub-class(es), the holders of the repurchased and cancelled class(es) or sub-class(es) of Shares shall receive from the Company an amount equal to the Cancellation Value Per Share, as defined below, for each of the relevant class(es) or sub-class(es) held by them and cancelled.

**6.7.** The Company's share capital may be increased or decreased by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these Articles.

**6.8.** Upon the repurchase and cancellation of the Shares of the relevant class or sub-class, the Cancellation Value Per Share, as defined below, will become due and payable by the Company.

**6.9.** For the purpose of this article 6:

Asset Manager's Promote has the meaning given to it in the Shareholders' Agreement.

Available Amount means total amount of net profits of the Company (including carried forward profits) to which the shareholder of the relevant class or sub-class of Shares would have been entitled to dividend distributions according to the provisions of the Articles, increased by (i) any freely distributable reserves and (ii) as the case may be by the amount of the share premium (up to the amount of L) and legal reserve reduction relating to the class or sub-class of Shares to be cancelled but reduced by (i) any losses (including carried forward losses), (ii) any sums to be placed into undistributable reserve(s) pursuant to the requirements of law or of the Articles, each time as set out in the relevant interim accounts and (iii) any accrued and unpaid dividends to the extent those have not already reduced the NP (without for the avoidance of doubt, any double counting) so that:

$AA = (NP + P + CR) - (L + LR + LD)$  whereby:

AA = Available Amount;

NP = net profits (including carried forward profits and share premium);

P = any freely distributable reserves;

CR = the amount of the share premium reduction and legal reserve reduction relating to the class or sub-class of Shares to be cancelled;

L = losses (including carried forward losses);

LR = any sums to be placed into undistributable reserve(s) pursuant to the requirements of law or of the Articles;

LD = any accrued and unpaid dividends to the extent those have not already reduced the NP.

Cancellation Value Per Share means the amount calculated by dividing the Total Cancellation Amount by the number of Shares in issue in the class or sub-class of Shares to be repurchased and cancelled.

Total Cancellation Amount means the amount determined by the Board on the basis of the relevant interim accounts of the Company as of a date not earlier than eight (8) days before the date of the repurchase and cancellation of the relevant class or sub-class of Shares. The Total Cancellation Amount for each class or sub-class of Shares shall be the Available Amount of the relevant class at the time of the cancellation of the relevant class unless otherwise resolved by the Board and in the event of a repurchase of Class B Shares the aggregate Total Cancellation Amount for all Class B Shares repurchased and cancelled shall be the Asset Manager's Promote in accordance with the Shareholders' Agreement provided however that the Total Cancellation Amount shall never be higher than such Available Amount. The Board can choose to include or exclude in its determination of the Total Cancellation Amount, the freely distributable share premium either in part or in totality.

6. Restatement of article 3 of the Articles of the Company that shall now be stated as follows:

**3.1.** The purpose of the Company is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio.

**3.2.** The Company may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Company.

**3.3.** The Company may, except by way of public offering, raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any kind of notes, securities or debt instruments, bonds and debentures and generally issue securities of any type.

**3.4.** The Company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it considers useful for the accomplishment of these purposes.

7. Acceptance of the resignation of Mr. Andrew Pettit as Class A Manager of the Company and granting of discharge;

8. Appointment of Mr. Martin Raymond Augustine Beck as Class A Manager of the Company and of Ms. Pamela Valasuo as Class B Manager of the Company;

9. Full restatement of the Articles of the Company; and

10. Miscellaneous.

The Meeting has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

#### *First Resolution*

The Meeting resolves to split the shares of the Company by dividing each of the twenty-five (25) existing shares having a par value of five hundred British Pounds (GBP 500.-) representing the entire amount of the share capital of twelve thousand five hundred British Pounds (GBP 12,500.-) into twelve thousand five hundred (12,500) shares with a par value of one British Pound (GBP 1.-) each.

#### *Second Resolution*

The Meeting resolves to create two (2) classes of shares (the Shares) respectively the class A Shares (the Class A Shares), and class B Shares (the Class B Shares), subdivided in sub-class B1 Shares (the Sub-class B1 Shares) and sub-class B2 Shares (the Sub-class B2 Shares).

#### *Third Resolution*

The Meeting resolves to convert the existing twelve thousand five hundred (12,500) Shares with a par value of one British Pound (GBP 1.-) each, into twelve thousand five hundred (12,500) Class A Shares with a par value of one British Pound (GBP 1.-) each.

#### *Fourth Resolution*

The Meeting resolves to increase the share capital of the Company by an amount of three British Pounds (GBP 3.-) so as to raise it from its current amount of twelve thousand five hundred British Pounds (GBP 12,500.-) up to twelve thousand five hundred and three British Pounds (GBP 12,503.-) by issuing one (1)

Class A Share with a par value of one British Pound (GBP 1.-) to be subscribed by Willow Real Estate BR Ltd a limited liability company incorporated in Jersey with registration number 114410 and whose registered office is at Elizabeth House, 9 Castle Street, St Helier, Jersey, JE4 2QP (Willow Real Estate) by way of contribution in cash; and two (2) Class B Shares, subdivided in Sub-class B1 Shares and Sub-class B2 Shares with a par value of one British Pound (GBP 1.-) each to be subscribed by Cording Land LLP a limited liability partnership incorporated in England & Wales, with registration number OC315309, whose registered office is at Third Floor, 24 Chiswell Street, London EC1Y 4YX (Cording) by way of contribution in cash.

#### *Subscription - Payment*

Willow Real Estate declares to subscribe for one (1) Class A Share having a par value of one British Pound (GBP 1.-) fully paid-up by way of a contribution in cash, for the price of one British Pounds (GBP 1.-) wholly allocated to the share capital of the Company. The Class A Share so subscribed by Willow Holdings, has been fully paid-up by a contribution in cash consisting of one British Pound (GBP 1.-); so that the amount of one British Pound (GBP 1.-) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Cording declares to subscribe for one (1) Class B1 Share and one (1) Class B2 Share each having a par value of one British Pound (GBP 1.-) fully paid-up by way of a contribution in cash, for the price of two British Pounds (GBP 2.-) wholly allocated to the share capital of the Company. The Class B Shares so subscribed by Cording, have been fully paid-up by a contribution in cash consisting of two British Pounds (GBP 2.-); so that the amount of two British Pounds (GBP 2.-) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

As a consequence of the above resolutions, Willow Real Estate and Cording join the Meeting, as Shareholders, in order to deliberate on the following resolutions:

The Meeting resolves to restate article 6 of the Articles of the Company that shall now be read as follows:

**6.1.** The Company's corporate capital is set at twelve thousand five hundred and three British Pounds (GBP 12,503.-) represented by twelve thousand five hundred and one (12,501) class A shares (the Class A Shares) and two (2) class B shares (the Class B Shares), themselves subdivided in sub-class B1 shares (the Sub-class B1 Shares) and sub-class B2 shares (the Sub-class B2 Shares), with a par value of one British Pound (GBP 1.-) each, all subscribed and fully paid up (the Shares).

**6.2.** Shares of a specific class shall not be convertible into Shares of another class of Shares.

**6.3.** The Company may redeem its own Shares.



**6.4.** The share capital may be reduced through cancellation of Shares including by cancellation of one or more entire class(es) or sub-class(es) through the repurchase and cancellation of all the Shares in issue in such class or sub-class.

**6.5.** In the case of repurchases and cancellations of classes of Shares or subclasses of Shares such cancellations and repurchases of Shares shall be made in the reverse alphabetical order and the reverse numerical order of such class or sub-class, with respect to the Class B Shares.

**6.6.** In the event of a reduction of share capital through the repurchase and cancellation of one or more share class(es) or sub-class(es), the holders of the repurchased and cancelled class(es) or sub-class(es) of Shares shall receive from the Company an amount equal to the Cancellation Value Per Share, as defined below, for each of the relevant class(es) or sub-class(es) held by them and cancelled.

**6.7.** The Company's share capital may be increased or decreased by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these Articles.

**6.8.** Upon the repurchase and cancellation of the Shares of the relevant class or sub-class, the Cancellation Value Per Share, as defined below, will become due and payable by the Company.

**6.9.** For the purpose of this article 6:

Asset Manager's Promote has the meaning given to it in the Shareholders' Agreement.

Available Amount means total amount of net profits of the Company (including carried forward profits) to which the shareholder of the relevant class or sub-class of Shares would have been entitled to dividend distributions according to the provisions of the Articles, increased by (i) any freely distributable reserves and (ii) as the case may be by the amount of the share premium (up to the amount of L) and legal reserve reduction relating to the class or sub-class of Shares to be cancelled but reduced by (i) any losses (including carried forward losses), (ii) any sums to be placed into undistributable reserve(s) pursuant to the requirements of law or of the Articles, each time as set out in the relevant interim accounts and (iii) any accrued and unpaid dividends to the extent those have not already reduced the NP (without for the avoidance of doubt, any double counting) so that:  $AA = (NP + P + CR) - (L + LR + LD)$  whereby:

AA = Available Amount;

NP = net profits (including carried forward profits and share premium);

P = any freely distributable reserves;

CR = the amount of the share premium reduction and legal reserve reduction relating to the class or sub-class of Shares to be cancelled;

L = losses (including carried forward losses);

LR = any sums to be placed into undistributable reserve(s) pursuant to the requirements of law or of the Articles;

LD = any accrued and unpaid dividends to the extent those have not already reduced the NP.

Cancellation Value Per Share means the amount calculated by dividing the Total Cancellation Amount by the number of Shares in issue in the class or sub-class of Shares to be repurchased and cancelled.

Total Cancellation Amount means the amount determined by the Board on the basis of the relevant interim accounts of the Company as of a date not earlier than eight (8) days before the date of the repurchase and cancellation of the relevant class or sub-class of Shares. The Total Cancellation Amount for each class or sub-class of Shares shall be the Available Amount of the relevant class at the time of the cancellation of the relevant class unless otherwise resolved by the Board and in the event of a repurchase of Class B Shares the aggregate Total Cancellation Amount for all Class B Shares repurchased and cancelled shall be the Asset Manager's Promote in accordance with the Shareholders' Agreement provided however that the Total Cancellation Amount shall never be higher than such Available Amount. The Board can choose to include or exclude in its determination of the Total Cancellation Amount, the freely distributable share premium either in part or in totality.

#### *Fifth Resolution*

The Meeting resolves to restate article 3 of the Articles of the Company that shall now be read as follows:

**3.1.** The purpose of the Company is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio.

**3.2.** The Company may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Company.

**3.3.** The Company may, except by way of public offering, raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any kind of notes, securities or debt instruments, bonds and debentures and generally issue securities of any type.

**3.4.** The Company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it considers useful for the accomplishment of these purposes.

The Meeting resolves to fully restate the Articles of the Company so as to be read as follows:

### **A. Name - Purpose - Duration - Registered office**

**Art. 1. Definitions.** As used in the present Articles, the terms defined below have the following respective meanings:

Articles	means the present articles of association of the Company.
A Shareholder	means the Shareholder owning the Class A Shares of the Company.
B Shareholder	means the Shareholder owning the Class B Share of the Company.
Board	means the board of managers of the Company.
Class A Managers	has the meaning ascribed to it in article 14.
Class B Managers	has the meaning ascribed to it in article 14.
Class A Share	means any of the class A Shares of the Company.
Class B Share	means the class B share of the Company.
Company	has the meaning ascribed to it in article 2.
Law	means the law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended from time to time.
Manager	means any Class A Manager or Class B Manager of the Company.
Share	means any of the Class A Shares or Class B Shares and any share issued by the Company in exchange of such Shares.
Shareholder	means a shareholder of the Company.
Shareholders Agreement	any agreement which may be entered into among the Shareholders, or any of its affiliates, from time to time (if any) for any matters relating to the Company for which no specific provision is made in these Articles.

**Art. 2. Name - Legal Form.** There exists a private limited company (société à responsabilité limitée) under the name Willow Lending BR S.à r.l. (hereinafter the Company) which shall be governed by the Law, as well as by the present Articles.

### **Art. 3. Purpose.**

3.1 The purpose of the Company is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio.

3.2 The Company may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Company.

3.3 The Company may, except by way of public offering, raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any kind of notes, securities or debt instruments, bonds and debentures and generally issue securities of any type.

3.4 The Company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it considers useful for the accomplishment of these purposes.

### **Art. 4. Duration.**

4.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

4.2 It may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the general meeting of Shareholders adopted in the manner required for an amendment of these Articles.

### **Art. 5. Registered office.**

5.1 The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

5.2 Within the same municipality, the registered office may be transferred by means of a decision of the Board. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of Shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these Articles.

5.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the Board.

5.4 In the event that the Board determines that extraordinary political, economic or social circumstances or natural disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.



## B. Share capital - Shares

### Art. 6. Share Capital.

6.1. The Company's corporate capital is set at twelve thousand five hundred and three British Pounds (GBP 12,503.-) represented by twelve thousand five hundred and one (12,501) class A shares (the Class A Shares) and two (2) class B shares (the Class B Shares), themselves subdivided in sub-class B1 shares (the Sub-class B1 Shares) and sub-class B2 shares (the Sub-class B2 Shares), with a par value of one British Pound (GBP 1.-) each, all subscribed and fully paid up (the Shares).

6.2. Shares of a specific class shall not be convertible into Shares of another class of Shares.

6.3. The Company may redeem its own Shares.

6.4. The share capital may be reduced through cancellation of Shares including by cancellation of one or more entire class(es) or sub-class(es) through the repurchase and cancellation of all the Shares in issue in such class or subclass.

6.5. In the case of repurchases and cancellations of classes of Shares or subclasses of Shares such cancellations and repurchases of Shares shall be made in the reverse alphabetical order and the reverse numerical order of such class or sub-class, with respect to the Class B Shares.

6.6. In the event of a reduction of share capital through the repurchase and cancellation of one or more share class(es) or sub-class(es), the holders of the repurchased and cancelled class(es) or sub-class(es) of Shares shall receive from the Company an amount equal to the Cancellation Value Per Share, as defined below, for each of the relevant class(es) or sub-class(es) held by them and cancelled.

6.7. The Company's share capital may be increased or decreased by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these Articles.

6.8. Upon the repurchase and cancellation of the Shares of the relevant class or sub-class, the Cancellation Value Per Share, as defined below, will become due and payable by the Company.

6.9. For the purpose of this article 6:

Asset Manager's Promote has the meaning given to it in the Shareholders' Agreement.

Available Amount means total amount of net profits of the Company (including carried forward profits) to which the shareholder of the relevant class or sub-class of Shares would have been entitled to dividend distributions according to the provisions of the Articles, increased by (i) any freely distributable reserves and (ii) as the case may be by the amount of the share premium (up to the amount of L) and legal reserve reduction relating to the class or sub-class of Shares to be cancelled but reduced by (i) any losses (including carried forward losses), (ii) any sums to be placed into undistributable reserve(s) pursuant to the requirements of law or of the Articles, each time as set out in the relevant interim accounts and (iii) any accrued and unpaid dividends to the extent those have not already reduced the NP (without for the avoidance of doubt, any double counting) so that:  $AA = (NP + P + CR) - (L + LR + LD)$  whereby:

AA = Available Amount;

NP = net profits (including carried forward profits and share premium);

P = any freely distributable reserves;

CR = the amount of the share premium reduction and legal reserve reduction relating to the class or sub-class of Shares to be cancelled;

L = losses (including carried forward losses);

LR = any sums to be placed into undistributable reserve(s) pursuant to the requirements of law or of the Articles;

LD = any accrued and unpaid dividends to the extent those have not already reduced the NP.

Cancellation Value Per Share means the amount calculated by dividing the Total Cancellation Amount by the number of Shares in issue in the class or sub-class of Shares to be repurchased and cancelled.

Total Cancellation Amount means the amount determined by the Board on the basis of the relevant interim accounts of the Company as of a date not earlier than eight (8) days before the date of the repurchase and cancellation of the relevant class or sub-class of Shares. The Total Cancellation Amount for each class or sub-class of Shares shall be the Available Amount of the relevant class at the time of the cancellation of the relevant class unless otherwise resolved by the Board and in the event of a repurchase of Class B Shares the aggregate Total Cancellation Amount for all Class B Shares repurchased and cancelled shall be the Asset Manager's Promote in accordance with the Shareholders' Agreement provided however that the Total Cancellation Amount shall never be higher than such Available Amount. The Board can choose to include or exclude in its determination of the Total Cancellation Amount, the freely distributable share premium either in part or in totality.

### Art. 7. Shares.

7.1 The Company's share capital is divided between two (2) classes of Shares, namely Class A Shares and the Class B Shares, subdivided in Subclass B1 Shares and Sub-class B2 Shares, each of them having the same nominal value.

7.2 The Shares of the Company are in registered form.

7.3 The Company may have one (1) or several Shareholders, with a maximum of forty (40) Shareholders.

7.4 Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any of the Shareholders shall not cause the dissolution of the Company.

#### **Art. 8. Register of Shares - Transfer of Shares.**

8.1 A register of Shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by any Shareholder. This register shall contain all the information required by the Law. Certificates of such registration may be issued upon request and at the expense of the relevant Shareholder.

8.2 The Company will recognise only one (1) holder per Share. In case a Share is owned by several persons, they shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that Share until such representative has been appointed.

8.3 The Shares are freely transferable among Shareholders.

8.4 Inter vivos, the Shares may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the Shareholders at a majority of three quarters of the share capital.

8.5 Any transfer of Shares shall become effective towards the Company and third parties through the notification of the transfer to, or upon the acceptance of the transfer by the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

8.6 In the event of death, the Shares of the deceased Shareholder may only be transferred to new Shareholders subject to the approval of such transfer given by the surviving Shareholders at a majority of three quarters of the share capital. Such approval is, however, not required in case the Shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse or any other legal heir of the deceased Shareholder.

### **C. Decisions of the shareholders**

#### **Art. 9. Collective decisions of the Shareholders.**

9.1 The general meeting of Shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by Law and by these Articles.

9.2 Each Shareholder may participate in collective decisions irrespective of the number of Shares which he owns.

9.3 In case and as long as the Company has not more than twenty-five (25) Shareholders, collective decisions otherwise conferred on the general meeting of Shareholders may be validly taken by means of written resolutions. In such case, each Shareholder shall receive the text of the resolutions or decisions to be taken expressly worded and shall cast his vote in writing.

9.4 In the case of a sole Shareholder, such Shareholder shall exercise the powers granted to the general meeting of Shareholders under the provisions of section XII of the Law and by these Articles. In such case, any reference made herein to the “general meeting of Shareholders” shall be construed as a reference to the sole Shareholder, depending on the context and as applicable, and powers conferred upon the general meeting of Shareholders shall be exercised by the sole Shareholder.

**Art. 10. General meetings of Shareholders.** In case the Company has more than twenty-five (25) Shareholders, at least one (1) general meeting of Shareholders shall be held within six (6) months of the end of each financial year in Luxembourg at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the convening notice of such meeting. Other meetings of Shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of meeting. If all of the Shareholders are present or represented at a general meeting of Shareholders and have waived any convening requirement, the meeting may be held without prior notice or publication.

#### **Art. 11. Quorum and vote.**

11.1 Each Shareholder is entitled to as many votes as it holds Shares.

11.2 Save for a higher majority provided in these Articles or by the Law, collective decisions of the Company’s Shareholders are only validly taken in so far as they are adopted by Shareholders holding more than half of the share capital.

**Art. 12. Change of nationality.** The Shareholders may change the nationality of the Company only by unanimous consent.

**Art. 13. Amendments of the Articles.** Any amendment of the Articles requires the approval of (i) a majority of Shareholders (ii) representing three quarters of the share capital at least.

### **D. Management**

#### **Art. 14. Powers of the sole Manager - Composition and powers of the Board.**

14.1 The Company is managed by one (1) or several Managers. If several Managers are appointed, they will constitute a board (the Board) which shall be composed of one (1) or several class A managers (the Class A Managers) and one (1) or several class B managers (the Class B Managers). The Manager(s) need not to be Shareholder(s).

14.2 Several Managers form the Board.

14.3 If the Company is managed by one (1) Manager, to the extent applicable and where the term “sole Manager” is not expressly mentioned in these Articles, a reference to the “Board” used in these Articles is to be construed as a reference to the “sole Manager”.

14.4 The Board is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfil the Company's corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the Law or by these Articles, as the case may be, to the general meeting of Shareholders.

14.5 Special and limited powers may be delegated for determined matters to one (1) or more agents, whether Shareholders or not, by (i) the sole Manager, or as the case may be (ii) any Class A Manager or any Class B Manager.

**Art. 15. Appointment, removal and term of office of a Manager.** The Manager(s) shall be appointed or removed by the general meeting of Shareholders which shall also determine their remuneration and term of office.

**Art. 16. Vacancy in the office of a Manager.**

16.1 In the event of a vacancy in the office of a Manager because of death, legal incapacity, bankruptcy, resignation or otherwise, this vacancy may be filled on a temporary basis and for a period of time not exceeding the initial mandate of the replaced Manager by the remaining Managers until the next meeting of Shareholders which shall resolve on the permanent appointment, in compliance with the applicable legal provisions.

16.2 In case the vacancy occurs in the office of the Company's sole Manager, such vacancy must be filled without undue delay by the general meeting of Shareholders.

16.3 Subject to the Articles and the Law, each Manager may appoint for a given Board meeting an alternate for himself or herself, subject that a Manager may only appoint an alternate that is himself or herself also a Manager.

**Art. 17. Convening meetings of the Board.**

17.1 The Board shall meet as often as the Company's interests so requires or upon call of any Manager at the place indicated in the convening notice and in any event not less than quarterly at such times in Luxembourg as may be determined by the Board.

17.2 No Board meeting shall ordinarily be convened on less than twenty (20) business days' notice, but Board meetings may be convened by giving not less than one (1) hour's notice (and in any event as much notice as is reasonably possible in the circumstances) if the interests of the Company or its Shareholders would, in the reasonable opinion of all the Class A Managers, be likely to be adversely affected to a material extent if the business to be transacted at such Board meeting were not dealt with as a matter of urgency or if all the Managers agree. Any notice of a Board meeting shall include an agenda identifying in reasonable detail the matters to be discussed at the meeting together with copies of any relevant papers to be discussed at the meeting.

17.3 No prior notice shall be required in case all Managers are present or represented at a board meeting and waive any convening requirement or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the Board.

**Art. 18. Conduct of meetings of the Board.**

18.1 The Board may elect among its members a chairman. It may also choose a secretary, who does not need to be a Manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board.

18.2 The chairman, if any, shall chair all meetings of the Board. In his absence, the Board may appoint another Manager as chairman pro tempore by vote of the majority of Managers present or represented at any such meeting.

18.3 Any Manager may act at any meeting of the Board by appointing another Manager as his proxy either in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. A Manager may represent one (1) or more Managers irrespective of the class of Managers but not all of the other Managers.

18.4 Meetings of the Board may also be held by conference-call or video conference or by any other means of communication, allowing all persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

18.5 The Board may deliberate or act validly only if at least one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager are present or represented at a meeting of the board of managers.

18.6 Notwithstanding any provision to the contrary in the Law or the Articles, to be quorate a majority of the Managers attending any meeting of the Board must be resident outside of the United Kingdom.

18.7 The Board shall take decisions by a majority vote of the Managers present or represented at such meeting. The chairman, if any, shall not have a casting vote.

18.8 The Board may unanimously pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Each Manager may express his consent separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

**Art. 19. Minutes of the meeting of the Board; Minutes of the decisions of the sole Manager.**

19.1 The minutes of any meeting of the Board shall be signed by the chairman, if any or in his absence by the chairman pro tempore, and the secretary (if any). Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman, if any.

19.2 Decisions of the sole Manager shall be recorded in minutes which shall be signed by the sole Manager. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the sole Manager.

**Art. 20. Dealing with third parties.** The Company shall be bound towards third parties in all matters by (i) the sole signature of the sole Manager, or (ii) the joint signatures of any one (1) Class A Manager and any one (1) Class B Manager, save for administrative matters, where the Company is bound towards third parties by the single signature of any Manager but only for transactions up to an amount of twenty thousand British Pounds (GBP 20,000.-) on a transaction basis and up to an amount of one hundred thousand British Pounds (GBP 100,000.-) on an annual aggregate basis, or (iii) by the single or joint signature(s) of any person(s) to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with the Articles.

## E. Audit and supervision

### Art. 21. Auditor(s).

21.1 In case and as long as the Company has more than twenty-five (25) Shareholders, the operations of the Company shall be supervised by one (1) or several internal auditors (commissaire(s)). The general meeting of Shareholders shall appoint the internal auditor(s) and shall determine their term of office.

21.2 An internal auditor may be removed at any time, without notice and with or without cause by the general meeting of Shareholders.

21.3 The internal auditor has an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

21.4 If the Shareholders of the Company appoint one (1) or more independent auditors (réviseur(s) d'entreprises agréé(s)) in accordance with article 69 of the law of 19 December 2002 regarding the trade and companies' register and the accounting and annual accounts of undertakings, as amended, the institution of internal auditor(s) is suppressed.

21.5 An independent auditor may only be removed by the general meeting of Shareholders with cause or with its approval.

## F. Financial year - Annual accounts - Allocation of profits - Interim dividends

**Art. 22. Financial year.** The financial year of the Company shall begin on the first of January of each year and shall end on the thirty-first of December of the same year.

### Art. 23. Annual accounts and allocation of profits.

23.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the Board draws up an inventory of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.

23.2 From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) at least shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

23.3 Sums contributed to a reserve of the Company by a Shareholder may also be allocated to the legal reserve if the contributing Shareholder agrees with such allocation.

23.4 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

23.5 Upon recommendation of the Board, the general meeting of Shareholders shall determine how the remainder of the Company's profits shall be used in accordance with the Law, these Articles and the Shareholder Agreement.

23.6 Notwithstanding clause 23.5 above, in any year in which the Company resolves to make dividend distributions, drawn from net profits and from available reserves derived from retained earnings, including any share premium, the amount allocated to this effect shall be distributed as follows:

- first, the holders of Sub-class B1 Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of ten per cent (10%) of the nominal value of the Sub-class B1 Shares held by them, then,
- the holders of Sub-class B2 Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of ten per cent (10%) of the nominal value of the Sub-class B2 Shares held by them, and then,
- the holders of Class A Shares shall be entitled to receive the remainder of any dividend distribution.

### Art. 24. Interim dividends - Share premium and assimilated premiums.

24.1 The Board may decide, in accordance with the Law, these Articles and the Shareholders' Agreement, to pay interim dividends on the basis of interim financial statements prepared by the Board showing that sufficient funds are available for distribution. The amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and distributable reserves, but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve which the Law or these Articles do not allow to be distributed.

24.2 Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the Shareholders subject to the provisions of the Law, these Articles and the Shareholders Agreement.

## G. Liquidation

### Art. 25. Liquidation.

25.1 In the event of dissolution of the Company in accordance with article 3.2 of these Articles, the liquidation shall be carried out by one (1) or several liquidators who are appointed by the general meeting of Shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

25.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the Shareholders in proportion to the number of Shares of the Company held by them.

## H. Final clause - Governing law

**Art. 26. Governing law.** All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the Law.

### *Seventh resolution*

The Meeting resolves to accept the resignation of Mr. Andrew Pettit, in his capacity as Class A Manager and to grant full discharge to him for the performance of their mandates.

### *Eighth resolution*

The Meeting resolves to appoint Mr. Martin Raymond Augustine Beck with professional address at Kennedy, Thurlestone, Kingsbridge, Devon TQ7 3NP as Class A Manager of the Company and of Ms. Pamela Valasuo with a professional address at 2a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg as Class B Manager of the Company, each for an unlimited period, so that the board of managers of the Company shall now be composed as follows:

- Mr. Nicholas West with professional address at 20 Balderton Street, London W1K6TL, United Kingdom, as Class A Manager of the Company;
- Mr. Martin Raymond Augustine Beck with professional address at Kennedy, Thurlestone, Kingsbridge, Devon TQ7 3NP, as Class A Manager of the Company;
- Ms. Pamela Valasuo with a professional address at 2a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, as Class B Manager of the Company;
- Mr. Cliff Langford with professional address at 2A, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, as Class B Manager of the Company;
- Mr. Renaud Labye with professional address at 2A, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, as Class B Manager of the Company; and
- Ms. Habiba Boughaba with professional address at 2A, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, as Class B Manager of the Company.

Nothing else being on the agenda, the Meeting was adjourned at 8:40 am.

### *Costs and Expenses*

The costs, expenses, remuneration or charges of any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed to one thousand two hundred euro (EUR 1,200.-).

WHEREOF, the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English and followed by a French version; on request of the appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxy of the appearing parties known to the notary by his name, first name, civil status and residence, this person signed together with the notary the present deed.

### **Suit la traduction française de ce qui précède.**

L'an deux mille treize, le onzième jour du mois de décembre,

Par devant nous, Maître Edouard Delosch, notaire de résidence à Diekirch, Grand-Duché de Luxembourg,

A été tenue

une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des associés (les Associés) de Willow Lending BR S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et existant selon les lois de Luxembourg, ayant un capital social de douze mille cinq cents Livres Sterling (GPB 12.500,-), ayant son siège social au 2a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 176.827, constituée le 9 avril 2013 par un acte de Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, ayant été publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1423 page 68278 le 15 juin 2013 (la Société).

L'Assemblée s'est ouverte à 8:15 heures, sous la présidence de Victorien Hémerly, Avocat à la Cour, demeurant professionnellement à Luxembourg, qui a nommé comme secrétaire Peter-Jan Smet, Avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg.



L'Assemblée a désigné comme scrutateur Codrina Constantinescu, Avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau de l'Assemblée ainsi constitué, le président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I- Les Associés présents ou représentés, la procuration des Associés et le nombre de leurs parts sociales sont détaillés sur la liste de présence. Cette liste de présence, signée par le mandataire des Associés représentés et par le bureau de l'Assemblée restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui.

La procuration des Associés représentés resteront également annexées au présent acte après avoir été paraphée ne varietur par le mandataire.

II- Conformément à la liste de présence, les Associés détiennent toutes les parts sociales représentant 100% du capital social de la Société et déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour et renoncent aux formalités de convocation.

III- L'Assemblée est régulièrement constituée et peut en conséquence délibérer valablement sur l'ordre du jour suivant:

#### *Ordre du jour*

1- Répartition des parts sociales de la Société en divisant la valeur de chacune de ces vingt-cinq (25) parts sociales, chacune d'une valeur nominale de cinq cents (500) Livres Sterling, représentant le montant total du capital social de douze mille cinq cents Livres Sterling (EUR 12.500,-), en douze mille cinq cents (12.500) parts sociales chacune d'une valeur nominale d'une Livre Sterling (GBP 1,-);

2- Création de deux (2) catégories de parts sociales (les Parts Sociales), respectivement les parts sociales de Catégorie A (les Parts Sociales de Catégorie A) et les parts sociales de Catégorie B (les Parts Sociales de Catégorie B) divisées en parts sociales de sous-catégorie B1 (les Parts Sociales de Sous-Catégorie B1) et en parts sociales de sous-catégorie B2 (les Parts Sociales de Sous-Catégorie B2);

3- Conversion des douze mille cinq cents (12.500) Parts Sociales existantes ayant une valeur nominale d'une Livre Sterling (GBP 1,-) chacune en douze mille cinq cents (12.500) Parts Sociales de Classe A ayant une valeur nominale d'une Livre Sterling (GBP 1,-) chacune;

4- Augmentation du capital social de la Société en vue de le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents Livres Sterlings (GBP 12.500,-) à un montant de douze mille cinq cent et trois Livres Sterling (GBP 12.503,-) par l'émission d'une (1) Part Sociale de Catégorie A ayant une valeur nominale d'une Livre Sterling (EUR 1,-) et de deux (2) Parts Sociales de Catégorie B divisées en une (1) Part Sociale de Sous-Catégorie B1 et en une (1) Part Sociale de Sous-Catégorie B2, chacune d'une valeur nominale d'une Livre Sterling (GBP 1,-);

5- Refonte de l'article 6 des statuts (les Statuts) de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

« **6.1.** Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents trois Livres Sterlings (GBP 12.503,-) représenté par douze mille cinq cent une (12.501,-) Parts Sociales de Catégorie A et par deux (2) Parts Sociales de Catégorie B d'une valeur nominale d'une Livre Sterling (GBP 1,-) chacune, divisées en une (1) part sociale de sous-catégorie B1 (les Parts Sociales de Sous-Catégorie B1) et en parts sociales de sous-catégorie B2 (les Parts Sociales de Sous-Catégorie B2), d'une valeur nominale d'une Livre Sterling (GBP 1,-) chacune, chaque part sociale ayant été souscrite et entièrement libérée (les Parts Sociales).

**6.2.** Les Parts Sociales d'une certaine catégorie ne peuvent être converties en Parts Sociales d'une autre catégorie.

**6.3.** La Société peut racheter ses propres Parts Sociales.

**6.4.** Le capital social de la Société peut être réduit par annulation de Parts Sociales y compris par annulation d'une ou plusieurs catégorie(s) ou sous-catégorie(s) entière par le rachat et l'annulation de toutes les Parts Sociales émises dans ladite catégorie ou sous-catégorie.

**6.5.** En cas de rachats et d'annulations de catégories ou de sous-catégories de Parts Sociales, lesdits rachats et annulations se feront dans l'ordre inverse de l'alphabet en commençant par les Parts Sociales de Catégorie B et dans l'ordre numérique inverse de ladite sous-catégorie.

**6.6.** En cas de réduction de capital par rachat et annulation d'une ou plusieurs catégories ou sous-catégories de parts sociales, les détenteurs des catégories ou sous-catégories de Parts Sociales rachetées et annulées recevront de la Société un montant égal à la Valeur d'Annulation par Part Sociale pour chacune des catégories ou sous-catégories concernées et annulées qu'ils détiennent.

**6.7.** Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par une décision de l'assemblée générale des Associés de la Société, adoptée selon les modalités requises pour la modification des présents Statuts

**6.8.** Au moment du rachat et de l'annulation des parts sociales d'une catégorie ou d'une sous-catégorie spécifique, la Valeur d'Annulation par Part Sociale sera due et payable par la Société.

**6.9.** Pour les besoins de cet article 6:

Rémunération du Gestionnaire d'Actif a le sens donné dans le Pacte des Associés.

Montant Disponible signifie le montant total des profits nets de la Société (y compris les profits reportés) auquel les Associés de la catégorie ou sous-catégorie de parts sociales concernée auraient eu le droit comme distribution de divi-

dendes suivant les dispositions des Statuts, augmenté par (i) toutes réserves disponibles et (ii) suivant le cas par le montant de la prime d'émission (jusqu'au montant L) et la réduction de réserve légale relative à la catégorie ou sous-catégorie de parts sociales devant être annulée mais réduit par (i) toutes pertes (y compris les pertes reportées), (ii) toutes sommes devant être placées dans une/des réserve(s) indisponible(s) en vertu des exigences de la loi ou des statuts, à chaque fois tel que figurant dans les comptes intermédiaires spécifiques et (iii) tous dividendes accumulés et non-payés dans la mesure où ceux-ci non pas déjà réduit la NP (sans double comptage, pour dissiper tout doute) de manière à ce que:

$AA = (NP + P + CR) - (L + LR + LD)$  où:

AA = le Montant Disponible;

NP = les profits nets (y compris les profits reportés et la prime d'émission);

P = toutes réserves disponibles distribuables;

CR = le montant de la réduction de prime d'émission et de la réduction de réserve légale relative à la catégorie ou sous-catégorie de parts sociales devant être annulée.

L = les pertes (y compris les pertes reportées);

LR = toutes sommes devant être placées dans une/des réserve(s) indisponible(s) en vertu des exigences de la loi ou des Statuts;

LD = tous dividendes accumulés et non-payés dans la mesure où ceux-ci non pas déjà réduit la NP.

Valeur d'Annulation par Part Sociale signifie le montant calculé en divisant le Montant Total de l'Annulation par le nombre de parts sociales en émission dans la catégorie ou sous-catégorie de parts sociales devant être rachetée et annulée.

Montant Total de l'Annulation signifie le montant déterminé par le Conseil de Gérance sur base de comptes intermédiaires spécifiques de la Société à une date pas plus récente que huit (8) jours avant la date du rachat et de l'annulation de la catégorie ou sous-catégorie de parts sociales concernée. Le Montant Total de l'Annulation pour chacune des catégories ou sous-catégorie de parts sociales sera le Montant Disponible de la catégorie de parts sociales concernée au moment de l'annulation de cette catégorie à moins qu'il en soit décidé autrement par le Conseil de Gérance, et en cas de rachat des Parts Sociales de Catégorie B le Montant Total de l'Annulation desdites Parts Sociales de Catégorie B sera la Rémunération du Gestionnaire d'Actifs conformément au Pacte d'Associés étant cependant précisé que le Montant Total de l'Annulation ne devra jamais être supérieur à ce Montant Disponible. Le Conseil de Gérance pourra décider d'inclure ou d'exclure, en partie ou en totalité, la prime d'émission librement distribuable dans sa détermination du Montant Total de l'Annulation».

6- Refonte de l'article 3 des Statuts qui aura désormais la teneur suivante:

« **3.1.** La Société a pour objet la détention de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères et de toute autre forme d'investissement, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, de même que le transfert par vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de tout type, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et la mise en valeur de son portefeuille de participations.

**3.2.** La Société peut également garantir, accorder des sûretés, accorder des prêts ou assister de toute autre manière des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou un droit de quelque nature que ce soit ou qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

**3.3.** Excepté par voie d'appel publique à l'épargne, la Société peut lever des fonds, en particulier en faisant des emprunts sous toute forme ou en émettant toutes sortes d'obligations, de titres ou d'instruments de dettes, d'obligations garanties ou non garanties, et d'une manière générale en émettant des valeurs mobilières de tout type.

**3.4.** La Société peut exercer toute activité de nature commerciale, industrielle, financière, immobilière ou de propriété intellectuelle qu'elle estime utile pour l'accomplissement de ces objets».

7- Accord sur la démission de Monsieur Andrew Pettit en tant que Gérant de Catégorie A de la Société et octroi du quitus (décharge);

8- Nomination de Monsieur Martin Ramond Augustine Beck en tant que Gérant de Catégorie A de la Société et de Madame Pamela Valasuo en tant que Gérant de Catégorie B;

9- Refonte complète des Statuts; et

10- Divers.

L'Assemblée a prié le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

#### *Première Résolution*

L'Assemblée décide de répartir les parts sociales de la Société en divisant la valeur de chacune de ces vingt-cinq (25) Parts Sociales, chacune d'une valeur nominale de cinq cents Livres Sterling (GBP 500,-), et représentant le montant total du capital social de douze mille cinq cents Livres Sterling (GBP 12.500,-), en douze mille cinq cents (12.500) Parts Sociales chacune d'une valeur nominale d'une Livre Sterling (GBP 1,-).

### *Deuxième Résolution*

L'Assemblée décide de créer deux (2) nouvelles catégories de parts sociales (les Parts Sociales), respectivement les Parts Sociales de catégorie A (les Parts Sociales de Catégorie A) et les Parts Sociales de catégorie B (les Parts Sociales de Catégorie B) divisées en parts sociales de sous-catégorie B1 (les Parts Sociales de Sous-Catégorie B1) et en parts sociales de sous-catégorie B2 (les Parts Sociales de Sous-Catégorie B2).

### *Troisième Résolution*

L'Assemblée décide de requalifier les douze mille cinq cents (12.500) Parts Sociales existantes ayant une valeur nominale d'une Livre Sterling (GBP 1,-) chacune, en douze mille cinq cents (12.500) Parts Sociales de Catégorie A ayant une valeur nominale d'une Livre Sterling (GBP 1,-) chacune.

### *Quatrième Résolution*

L'Assemblée décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de trois Livres Sterling (GBP 3,-) en vue de le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents Livres Sterling (GBP 12.500,-) à un montant de douze mille cinq cent trois Livres Sterling (GBP 12.503,-) par l'émission d'une (1) Part Sociale de Catégorie A d'une valeur nominale d'une Livre Sterling (GBP 1,-); laquelle sera souscrite par Willow Real Estate BR Ltd une société constituée et existant selon les lois de l'Île de Jersey, ayant son siège social à Elizabeth House, 9 Castle Street, St Helier, Jersey, JE4 2QP et enregistrée auprès du registre du commerce et des sociétés de l'Île de Jersey sous le numéro 114410 (Willow Real Estate), par le moyen d'un apport en numéraire; et par l'émission de deux (2) Parts Sociales de Catégorie B divisées en une (1) Part Sociale de Sous-Catégorie B1 et une (1) Part Sociale de Sous-Catégorie B2, chacune d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-); lesquelles seront souscrites par Cording Land LLP une société constituée et existant selon les lois d'Angleterre et du Pays de Galles, ayant son siège social à Third Floor, 24 Chiswell Street, London EC1Y 4YX et enregistrée auprès du registre du commerce et des sociétés d'Angleterre et du Pays de Galles sous le numéro OC315309 (Cording), par le moyen d'un apport en numéraire.

### *Souscription - Paiement*

Willow Real Estate, déclare souscrire pour une (1) Part Sociale de Catégorie A ayant une valeur nominale d'une Livre Sterling (GBP 1,-) et libérer entièrement cette Part Sociale de Catégorie A au moyen d'un apport en numéraire.

Cording, déclare souscrire pour une (1) Part Sociale de Sous-Catégorie B1 et pour une (1) Part Sociale de Sous-Catégorie B2 ayant chacune une valeur nominale d'une Livre Sterling (GBP 1,-) et libérer entièrement ces deux (2) Parts Sociales au moyen d'un apport en numéraire d'un montant de deux Livres Sterling (GBP 2,-). Les Parts Sociales de Catégorie B ainsi libérées par Cording au moyen d'un apport en numéraire consistant en deux Livres Sterling (GBP 2,-) est désormais disponible pour la Société, comme il l'a été présenté au notaire instrumentant.

En conséquence des résolutions qui précèdent, Willow Real Estate et Cording joignent désormais la présente réunion, en tant qu'Associés, afin de délibérer sur les résolutions qui suivent:

### *Cinquième Résolution*

L'assemblée décide de refondre l'article 6 des Statuts qui sera désormais formulé de la manière suivante:

« **6.1.** Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents trois Livres Sterlings (GBP 12.503,-) représenté par douze mille cinq cent une (12.501,-) Parts Sociales de Catégorie A et par deux (2) Parts Sociales de Catégorie B d'une valeur nominale d'une Livre Sterling (GBP 1,-) chacune, divisées en une (1) part sociale de sous-catégorie B1 (les Parts Sociales de Sous-Catégorie B1) et en parts sociales de sous-catégorie B2 (les Parts Sociales de Sous-Catégorie B2), d'une valeur nominale d'une Livre Sterling (GBP 1,-) chacune, chaque part sociale ayant été souscrite et entièrement libérée (les Parts Sociales).

**6.2.** Les Parts Sociales d'une certaine catégorie ne peuvent être converties en Parts Sociales d'une autre catégorie.

**6.3.** La Société peut racheter ses propres Parts Sociales.

**6.4.** Le capital social de la Société peut être réduit par annulation de Parts Sociales y compris par annulation d'une ou plusieurs catégorie(s) ou sous-catégorie(s) entière par le rachat et l'annulation de toutes les Parts Sociales émises dans ladite catégorie ou sous-catégorie.

**6.5.** En cas de rachats et d'annulations de catégories ou de sous-catégories de Parts Sociales, lesdits rachats et annulations se feront dans l'ordre inverse de l'alphabet en commençant par les Parts Sociales de Catégorie B et dans l'ordre numérique inverse de ladite sous-catégorie.

**6.6.** En cas de réduction de capital par rachat et annulation d'une ou plusieurs catégories ou sous-catégories de parts sociales, les détenteurs des catégories ou sous-catégories de Parts Sociales rachetées et annulées recevront de la Société un montant égal à la Valeur d'Annulation par Part Sociale pour chacune des catégories ou sous-catégories concernées et annulées qu'ils détiennent.

**6.7.** Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par une décision de l'assemblée générale des Associés de la Société, adoptée selon les modalités requises pour la modification des présents Statuts



**6.8.** Au moment du rachat et de l'annulation des parts sociales d'une catégorie ou d'une sous-catégorie spécifique, la Valeur d'Annulation par Part Sociale sera due et payable par la Société.

**6.9.** Pour les besoins de cet article 6:

Rémunération du Gestionnaire d'Actifs a le sens donné dans le Pacte des Associés.

Montant Disponible signifie le montant total des profits nets de la Société (y compris les profits reportés) auquel les Associés de la catégorie ou sous-catégorie de parts sociales concernée auraient eu le droit comme distribution de dividendes suivant les dispositions des Statuts, augmenté par (i) toutes réserves disponibles et (ii) suivant le cas par le montant de la prime d'émission (jusqu'au montant L) et la réduction de réserve légale relative à la catégorie ou sous-catégorie de parts sociales devant être annulée mais réduit par (i) toutes pertes (y compris les pertes reportées), (ii) toutes sommes devant être placées dans une/des réserve(s) indisponible(s) en vertu des exigences de la loi ou des statuts, à chaque fois tel que figurant dans les comptes intermédiaires spécifiques et (iii) tous dividendes accumulés et non-payés dans la mesure où ceux-ci non pas déjà réduit la NP (sans double comptage, pour dissiper tout doute) de manière à ce que:

$AA = (NP + P + CR) - (L + LR + LD)$  où:

AA = le Montant Disponible;

NP = les profits nets (y compris les profits reportés et la prime d'émission);

P = toutes réserves disponibles distribuables;

CR = le montant de la réduction de prime d'émission et de la réduction de réserve légale relative à la catégorie ou sous-catégorie de parts sociales devant être annulée.

L = les pertes (y compris les pertes reportées);

LR = toutes sommes devant être placées dans une/des réserve(s) indisponible(s) en vertu des exigences de la loi ou des Statuts;

LD = tous dividendes accumulés et non-payés dans la mesure où ceux-ci non pas déjà réduit la NP.

Valeur d'Annulation par Part Sociale signifie le montant calculé en divisant le Montant Total de l'Annulation par le nombre de parts sociales en émission dans la catégorie ou sous-catégorie de parts sociales devant être rachetée et annulée.

Montant Total de l'Annulation signifie le montant déterminé par le Conseil de Gérance sur base de comptes intermédiaires spécifiques de la Société à une date pas plus récente que huit (8) jours avant la date du rachat et de l'annulation de la catégorie ou sous-catégorie de parts sociales concernée. Le Montant Total de l'Annulation pour chacune des catégories ou sous-catégorie de parts sociales sera le Montant Disponible de la catégorie de parts sociales concernée au moment de l'annulation de cette catégorie à moins qu'il en soit décidé autrement par le Conseil de Gérance, et en cas de rachat des Parts Sociales de Catégorie B le Montant Total de l'Annulation desdites Parts Sociales de Catégorie B sera la Rémunération du Gestionnaire d'Actifs conformément au Pacte d'Associés étant cependant précisé que le Montant Total de l'Annulation ne devra jamais être supérieur à ce Montant Disponible. Le Conseil de Gérance pourra décider d'inclure ou d'exclure, en partie ou en totalité, la prime d'émission librement distribuable dans sa détermination du Montant Total de l'Annulation».

#### *Cinquième Résolution*

L'assemblée décide de refondre l'article 3 des Statuts qui sera désormais formulé de la manière suivante:

« **3.1.** La Société a pour objet la détention de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères et de toute autre forme d'investissement, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, de même que le transfert par vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de tout type, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et la mise en valeur de son portefeuille de participations.

**3.2.** La Société peut également garantir, accorder des sûretés, accorder des prêts ou assister de toute autre manière des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou un droit de quelque nature que ce soit ou qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

**3.3.** Excepté par voie d'appel publique à l'épargne, la Société peut lever des fonds, en particulier en faisant des emprunts sous toute forme ou en émettant toutes sortes d'obligations, de titres ou d'instruments de dettes, d'obligations garanties ou non garanties, et d'une manière générale en émettant des valeurs mobilières de tout type.

**3.4.** La Société peut exercer toute activité de nature commerciale, industrielle, financière, immobilière ou de propriété intellectuelle qu'elle estime utile pour l'accomplissement de ces objets».

#### *Sixième Résolution*

L'Assemblée décide de refondre entièrement les Statuts de la Société qui auront désormais la teneur suivante:

### **A. Définitions - Nom - Objet social - Durée - Siège social**

**Art. 1<sup>er</sup>. Définitions.** Lorsqu'ils sont utilisés dans les présents Statuts, les termes définis ci-dessous auront la signification respective suivante:

Associés désigne les associés de la Société.

Associés A	désigne les associés de la Société détenteur de Parts Sociales de Catégorie A.
Associés B	désigne les associés de la Société détenteur de Parts Sociales de Catégorie B.
Conseil	désigne le conseil de gérance de la Société.
Gérant	désigne tout Gérant de Catégorie A ou Gérant de Catégorie B de la Société.
Gérant de Catégorie A	à la signification qui lui est donnée à l'article 14.
Gérant de Catégorie B	à la signification qui lui est donnée à l'article 14.
Loi	désigne la loi datant du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.
Pacte d'Associés	désigne tout pacte d'associés qui pourrait être mis en place, le cas échéant, entre les Associés et leurs affiliés concernant la Société, à tout moment.
Part Sociale	désigne toute Part Sociale de Catégorie A ou toute Part Sociale de Catégorie B ainsi que toute part sociale émise par la Société en échange desdites Parts Sociales.
Parts Sociales de Catégorie A	désigne les parts sociales de Catégorie A de la Société.
Parts Sociales de Catégorie B	désigne les parts sociales de Catégorie B de la Société.
Société	à la signification qui lui est donnée à l'article 2.
Statuts	désigne les présents statuts de la Société.

**Art. 2. Nom - Forme sociale.** Il existe une société à responsabilité limitée sous la dénomination Willow Lending BR S.à r.l. (la Société) qui sera régie par la Loi, ainsi que par les Statuts.

### **Art. 3. Objet Social.**

3.1 La Société a pour objet la détention de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères et de toute autre forme de placement, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, de même que le transfert par vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de tout type, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et la mise en valeur de son portefeuille de participations.

3.2 La Société peut également garantir, accorder des sûretés, accorder des prêts ou assister de toute autre manière des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou un droit de quelque nature que ce soit ou qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

3.3 Excepté par voie d'appel publique à l'épargne, la Société peut lever des fonds en faisant des emprunts sous toute forme ou en émettant toute sorte d'obligations, de titres ou d'instruments de dettes, d'obligations garanties ou non garanties, et d'une manière générale en émettant des valeurs mobilières de tout type.

3.4 La Société peut exercer toute activité de nature commerciale, industrielle, financière, immobilière ou de propriété intellectuelle qu'elle estime utile pour l'accomplissement de ces objets.

### **Art. 4. Durée.**

4.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

4.2 Elle peut être dissoute à tout moment et sans cause par une décision de l'assemblée générale des Associés, adoptée selon les conditions requises pour une modification des Statuts.

### **Art. 5. Siège social.**

5.1 Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

5.2 Le siège social peut être transféré au sein de la même commune par décision du Conseil. Il peut être transféré dans toute autre commune du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée générale des Associés, adoptée selon les conditions requises pour une modification des Statuts.

5.3 Des succursales ou bureaux peuvent être créés, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, par décision du Conseil.

5.4 Dans l'hypothèse où le Conseil estimerait que des événements exceptionnels d'ordre politique, économique ou social ou des catastrophes naturelles se sont produits ou seraient imminents, de nature à interférer avec l'activité normale de la Société à son siège social, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances exceptionnelles; ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire, restera luxembourgeoise.

## **B. Capital social - Parts sociales**

### **Art. 6. Capital Social.**

6.1 Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents trois Livres Sterlings (GBP 12.503,-) représenté par douze mille cinq cents une (12.501,-) (les Parts Sociales de Catégorie A) et par deux (2) les parts sociales de catégorie B (les Parts Sociales de Catégorie B) d'une valeur nominale d'une Livre Sterling (GBP 1,-) chacune, divisées en une (1) part sociale de sous-catégorie B1 (les Parts Sociales de Sous-Catégorie B1) et une (1) part sociale de sous-catégorie B2 (les Parts Sociales de Sous-Catégorie B2), d'une valeur nominale d'une Livre Sterling (GBP 1,-) chacune, chaque part sociale ayant été souscrite et entièrement libérée (les Parts Sociales).

6.2 Les Parts Sociales d'une certaine catégorie ne peuvent être converties en Parts Sociales d'une autre catégorie.

6.3 La Société peut racheter ses propres Parts Sociales.

6.4 Le capital social de la Société peut être réduit par annulation de Parts Sociales y compris par annulation d'une ou plusieurs catégorie(s) ou sous-catégorie(s) entière par le rachat et l'annulation de toutes les Parts Sociales émises dans ladite catégorie ou sous-catégorie.

6.5 En cas de rachats et d'annulations de catégories ou de sous-catégories de Parts Sociales, lesdits rachats et annulations se feront dans l'ordre inverse de l'alphabet en commençant par les Parts Sociales de Catégorie B et dans l'ordre numérique inverse de ladite sous-catégorie.

6.6 En cas de réduction de capital par rachat et annulation d'une ou plusieurs catégories ou sous-catégories de parts sociales, les détenteurs des catégories ou sous-catégories de Parts Sociales rachetées et annulées recevront de la Société un montant égal à la Valeur d'Annulation par Part Sociale pour chacune des catégories ou sous-catégories concernées et annulées qu'ils détiennent.

6.7 Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par une décision de l'assemblée générale des Associés de la Société, adoptée selon les modalités requises pour la modification des présents Statuts

6.8 Au moment du rachat et de l'annulation des parts sociales d'une catégorie ou d'une sous-catégorie spécifique, la Valeur d'Annulation par Part Sociale sera due et payable par la Société.

6.9 Pour les besoins de cet article 6:

Rémunération du Gestionnaire d'Actif a le sens donné dans le Pacte des Associés.

Montant Disponible signifie le montant total des profits nets de la Société (y compris les profits reportés) auquel les Associés de la catégorie ou sous-catégorie de parts sociales concernée auraient eu le droit comme distribution de dividendes suivant les dispositions des Statuts, augmenté par (i) toutes réserves disponibles et (ii) suivant le cas par le montant de la prime d'émission (jusqu'au montant L) et la réduction de réserve légale relative à la catégorie ou sous-catégorie de parts sociales devant être annulée mais réduit par (i) toutes pertes (y compris les pertes reportées), (ii) toutes sommes devant être placées dans une/des réserve(s) indisponible(s) en vertu des exigences de la loi ou des statuts, à chaque fois tel que figurant dans les comptes intermédiaires spécifiques et (iii) tous dividendes accumulés et non-payés dans la mesure où ceux-ci non pas déjà réduit la NP (sans double comptage, pour dissiper tout doute) de manière à ce que:

$AA = (NP + P + CR) - (L + LR + LD)$  où:

AA = le Montant Disponible;

NP = les profits nets (y compris les profits reportés et la prime d'émission);

P = toutes réserves disponibles distribuables;

CR = le montant de la réduction de prime d'émission et de la réduction de réserve légale relative à la catégorie ou sous-catégorie de parts sociales devant être annulée.

L = les pertes (y compris les pertes reportées);

LR = toutes sommes devant être placées dans une/des réserve(s) indisponible(s) en vertu des exigences de la loi ou des Statuts;

LD = tous dividendes accumulés et non-payés dans la mesure où ceux-ci non pas déjà réduit la NP.

Valeur d'Annulation par Part Sociale signifie le montant calculé en divisant le Montant Total de l'Annulation par le nombre de parts sociales en émission dans la catégorie ou sous-catégorie de parts sociales devant être rachetée et annulée.

Montant Total de l'Annulation signifie le montant déterminé par le Conseil de Gérance sur base de comptes intermédiaires spécifiques de la Société à une date pas plus récente que huit (8) jours avant la date du rachat et de l'annulation de la catégorie ou sous-catégorie de parts sociales concernée. Le Montant Total de l'Annulation pour chacune des catégories ou sous-catégorie de parts sociales sera le Montant Disponible de la catégorie de parts sociales concernée au moment de l'annulation de cette catégorie à moins qu'il en soit décidé autrement par le Conseil de Gérance, et en cas de rachat des Parts Sociales de Catégorie B le Montant Total de l'Annulation desdites Parts Sociales de Catégorie B sera la Rémunération du Gestionnaire d'Actif conformément au Pacte d'Associés étant cependant précisé que le Montant Total de l'Annulation ne devra jamais être supérieur à ce Montant Disponible. Le Conseil de Gérance pourra décider d'inclure ou d'exclure, en partie ou en totalité, la prime d'émission librement distribuable dans sa détermination du Montant Total de l'Annulation.

## **Art. 7. Parts Sociales.**

7.1 Le capital social de la Société est divisé deux (2) catégories de parts sociales, à savoir les Parts Sociales de Catégorie A et les Parts Sociales de Catégorie B, qui sont subdivisées en Parts Sociales de Sous-Catégorie B1 et en Parts Sociales de Sous-Catégorie B2, chacune ayant la même valeur nominale.

7.2 Les Parts Sociales de la Société sont nominatives.

7.3 La Société peut avoir un ou plusieurs Associés, avec un nombre maximal de quarante (40) Associés.

7.4 Le décès, la suspension des droits civils, la dissolution, la liquidation, la faillite ou l'insolvabilité ou tout autre événement similaire d'un des Associés n'entraînera pas la dissolution de la Société.

## **Art. 8. Registre des Parts Sociales - Transfert de Parts Sociales.**

8.1 Un registre des Parts Sociales est tenu au siège social de la Société où il est mis à disposition de chaque Associé pour consultation. Ce registre contient toutes les informations requises par la Loi. Des certificats d'inscription peuvent être émis sur demande et aux frais de l'Associé demandeur.

8.2 La Société ne reconnaît qu'un seul titulaire par Part Sociale. Les copropriétaires indivis nommeront un représentant unique qui les représentera vis-à-vis de la Société. La Société a le droit de suspendre l'exercice de tous les droits relatifs à cette Part Sociale, jusqu'à ce qu'un tel représentant ait été désigné.

8.3 Les Parts Sociales sont librement cessibles entre Associés.

8.4 Inter vivos, les Parts Sociales seront uniquement transférables à de nouveaux associés sous réserve qu'une telle cession ait été approuvée par les Associés représentant une majorité des trois quarts du capital social.

8.5 Toute cession de Parts Sociales est opposable à la Société et aux tiers sur notification de la cession, ou après l'acceptation de la cession par la Société conformément aux dispositions de l'article 1690 du Code civil.

8.6 En cas de décès, les Parts Sociales de l'Associé décédé pourront être uniquement transférées au nouvel Associé sous réserve qu'un tel transfert ait été approuvé par les Associés survivants à une majorité des trois quarts du capital social. Un tel agrément n'est cependant pas requis dans l'hypothèse où les Parts Sociales sont transférées aux ascendants, descendants ou au conjoint survivant ou à tout autre héritier légal de l'Associé décédé.

## **C. Décisions des associés**

### **Art. 9. Décisions collectives des Associés.**

9.1 L'assemblée générale des Associés est investie des pouvoirs qui lui sont expressément réservés par la Loi et par les présents Statuts.

9.2 Chaque Associé a la possibilité de participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de Parts Sociales qu'il détient.

9.3 Dans l'hypothèse où, et aussi longtemps que la Société n'a pas plus de vingt-cinq (25) Associés, des décisions collectives qui relèveraient d'ordinaire de la compétence de l'assemblée générale, pourront être valablement adoptées par voie de décisions écrites. Dans une telle hypothèse, chaque Associé recevra le texte de ces résolutions ou des décisions à adopter expressément formulées et votera par écrit.

9.4 En cas d'Associé unique, cet Associé exercera les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des Associés en vertu des dispositions de la section XII de la Loi et des présents Statuts. Dans cette hypothèse, toute référence faite à «l'assemblée générale des Associés» devra être entendue comme une référence à l'Associé unique selon le contexte et le cas échéant et les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des Associés seront exercés par l'Associé unique.

**Art. 10. Assemblées générales des Associés.** Dans l'hypothèse où la Société aurait plus de vingt-cinq (25) Associés, une (1) assemblée générale des Associés devra être tenue au minimum dans les six (6) mois suivant la fin de l'exercice social au Luxembourg au siège social de la Société ou en tous lieux précisés dans l'avis de convocation. D'autres assemblées générales d'Associés pourront être tenues aux lieux et heures indiqués dans leurs avis de convocations. Si tous les Associés sont présents ou représentés à l'assemblée générale des Associés et renoncent aux formalités de convocation, l'assemblée pourra être tenue sans convocation ou publication préalable.

### **Art. 11. Quorum et vote.**

11.1 Chaque Associé dispose d'un nombre de voix égal au nombre de Parts Sociales qu'il détient.

11.2 Sous réserve d'un quorum plus élevé prévu par les présents Statuts, ou par la Loi, les décisions collectives des Associés de la Société ne seront valablement adoptées que pour autant qu'elles auront été adoptées par des Associés détenant plus de la moitié du capital social.

**Art. 12. Changement de nationalité.** Les Associés ne peuvent changer la nationalité de la Société qu'à l'unanimité.

**Art. 13. Modification des Statuts.** Toute modification des Statuts requiert l'accord (i) d'une majorité des Associés (ii) représentant au moins les trois quarts du capital social.

## **D. Gérance**

### **Art. 14. Pouvoirs du Gérant unique - Composition et pouvoirs du Conseil de Gérance.**

14.1 La Société peut être gérée par un ou plusieurs Gérants. Si la Société a plusieurs Gérants, les Gérants forment un Conseil de Gérance, lequel devra être composé d'un (1) ou plusieurs gérants de catégorie A (les Gérants de Catégorie A) et d'un (1) ou plusieurs gérants de catégorie B (les Gérants de Catégorie B). Les Gérants ne sont pas tenus d'être des Associés.

14.2 Plusieurs Gérants constituent le Conseil de Gérance.

14.3 Lorsque la Société est gérée par un (1) Gérant, le cas échéant et lorsque le terme «Gérant unique» n'est pas expressément mentionné dans les présents Statuts, une référence au «Conseil de Gérance» dans les Statuts devra être entendue comme une référence au «Gérant unique».

14.4 Le Conseil de Gérance est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société et pour prendre toute mesure nécessaire ou utile pour l'accomplissement de l'objet social de la Société, à l'exception des pouvoirs réservés par la Loi ou par les présents Statuts, selon le cas, à l'assemblée générale des Associés.

14.5 Des pouvoirs spéciaux et limités pourront être délégués pour des sujets déterminés à un (1) ou plusieurs agents, bien qu'associés ou non, par (i) le Gérant unique, et selon le cas qui sera soit (ii) tout Gérant de Catégorie A ou tout Gérant de Catégorie B.

**Art. 15. Nomination, révocation et durée du mandat de Gérant.** Le(s) Gérant(s) doit/doivent être nommé(s) ou révoqué(s) par l'assemblée générale des Associés qui doit aussi déterminer sa/leur rémunération et la durée du/de leur mandat.

**Art. 16. Vacance d'un poste de Gérant.**

16.1 Dans l'hypothèse où un poste de Gérant deviendrait vacant suite au décès, à l'incapacité juridique, la faillite, la démission ou pour tout autre motif, cette vacance peut être pourvue de manière temporaire et pour une période ne pouvant excéder celle du mandat initial du Gérant remplacé par les Gérants restants jusqu'à la prochaine assemblée des Associés appelée à statuer sur la nomination permanente, conformément aux dispositions légales applicables.

16.2 Dans l'hypothèse où la vacance survient alors que la Société est gérée par un Gérant unique, cette vacance est comblée sans délai par l'assemblée générale des Associés.

16.3 Sous réserves des dispositions des présents Statuts et de la Loi, chaque Gérant peut nommer pour un Conseil de Gérance déterminé, un remplaçant, sous réserve que ce Gérant ne nomme qu'un remplaçant qui soit lui-même également Gérant.

**Art. 17. Convocation aux réunions du Conseil de Gérance.**

17.1 Le Conseil de Gérance doit se réunir aussi souvent que les intérêts de la Société l'exige ou sur demande de tout Gérant dans les lieux indiqués dans l'avis de convocation et en tous cas au moins une fois par trimestre à Luxembourg aux moments jugés opportun par le Conseil de Gérance.

17.2 Toute réunion du Conseil de Gérance doit être convoquée avec un avis de convocation d'au moins vingt (20) jours ouvrables. Toutefois, les réunions du Conseil de Gérance peuvent se tenir en donnant un avis de convocation d'au moins une (1) heure avant la réunion (les avis de convocation peuvent varier d'une manière raisonnable selon les circonstances) si les intérêts de la Société ou de ses Associés seraient, selon l'avis raisonnable d'un Gérant de Catégorie A, susceptible d'être affectés d'une manière importante si les affaires devant être traitées lors d'une assemblée générale n'ont pas été traitées comme une question d'urgence ou si tous les Gérants sont d'accord. Toute notification d'une réunion du Conseil de Gérance doit inclure un ordre du jour afin d'identifier en détail les sujets à discuter lors de la réunion ainsi que des copies de tous les documents pertinents qui seront discutés lors de cette réunion.

17.3 Aucune convocation préalable ne sera requise dans l'hypothèse où tous les Gérants seront présents ou représentés à un Conseil de Gérance et renonceraient aux formalités de convocation ou dans l'hypothèse de décisions écrites et approuvées par tous les membres du Conseil de Gérance.

**Art. 18. Conduite des réunions du Conseil de Gérance.**

18.1 Le Conseil de Gérance peut élire un président du Conseil de Gérance parmi ses membres. Il peut également désigner un secrétaire, qui peut ne pas être membre du Conseil de Gérance et qui sera chargé de tenir les procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance.

18.2 Le président du Conseil de Gérance, le cas échéant, préside toutes les réunions du Conseil de Gérance. En son absence, le Conseil de Gérance peut nommer provisoirement un autre Gérant comme président temporaire par un vote à la majorité des voix présentes ou représentées à la réunion.

18.3 Tout Gérant peut se faire représenter à toute réunion du Conseil de Gérance en désignant tout autre Gérant comme son mandataire par écrit, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication, une copie du mandat en constituant une preuve suffisante. Un Gérant peut représenter un (1) ou plusieurs Gérants, sans tenir compte de sa/leur catégorie de Gérants mais non l'intégralité des membres du Conseil de Gérance.

18.4 Les réunions du Conseil de Gérance peuvent également se tenir par téléconférence ou vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication similaire permettant à toutes les personnes y participant de s'entendre mutuellement sans discontinuité et garantissant une participation effective à cette réunion. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une participation en personne et la réunion tenue par de tels moyens de communication est réputée s'être tenue au siège social de la Société.

18.5 Le Conseil de Gérance ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins un (1) Gérant de Catégorie A et un (1) Gérant de Catégorie B sont présents ou représentés à une réunion du Conseil de Gérance.

18.6 Nonobstant toute disposition contraire dans la Loi ou les Statuts, la majorité des Gérants présents lors d'une réunion du Conseil de Gérance doivent résider en dehors du Royaume-Uni.

16.7 Le Conseil de Gérance prend les décisions à la majorité des votes des Gérants présents ou représentés. Le président du Conseil de Gérance, le cas échéant, ne dispose pas d'une voix prépondérante.

16.8 Le Conseil de Gérance peut, à l'unanimité, prendre des décisions par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication. Chaque Gérant peut exprimer son consentement séparément, l'ensemble des consentements attestant de l'adoption des décisions. La date de ces décisions sera la date de la dernière signature.

**Art. 19. Procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance -procès-verbaux des décisions du Gérant unique.**

19.1 Les procès-verbaux de toutes les réunions du Conseil de Gérance seront signés par le président, le cas échéant, ou, en son absence, par le président temporaire, et le secrétaire, le cas échéant. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou autre seront, le cas échéant, signés par le président.

19.2 Les décisions du Gérant unique sont retranscrites dans des procès-verbaux qui seront signés par le Gérant unique. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux, qui pourront être produits en justice ou dans tout autre contexte, seront signés par le Gérant unique.

**Art. 20. Rapports avec les tiers.** La Société est engagée envers les tiers dans tous les domaines par (i) la seule signature du Gérant unique, ou (ii) les signatures conjointes d'un (1) Gérant de Catégorie A et d'un (1) Gérant de Catégorie B, à l'exception des matières administratives, où la Société est engagée envers les tiers par la signature individuelle de tout Gérant mais seulement pour les transactions jusqu'à un montant égal à l'équivalent en de vingt mille Livres Sterling (GBP 20.000,-) sur une base de transaction et jusqu'à un montant égal à l'équivalent en Livres Sterling de cent mille Livres Sterling (GBP 100.000,-) sur une base annuelle globale, ou (iii) par la signature individuelle ou conjointe de toute(s) personne(s) à qui un tel pouvoir de signature a été valablement délégué conformément aux Statuts.

**E. Audit et surveillance**

**Art. 21. Commissaire(s) - réviseur(s) d'entreprises agréé(s).**

21.1 Dans l'hypothèse où, et tant que la Société aura plus de vingt-cinq (25) Associés, les opérations de la Société seront surveillées par un (1) ou plusieurs commissaires. L'assemblée générale des Associés doit désigner les commissaires et déterminer la durée de leurs fonctions.

21.2 Un commissaire pourra être révoqué à tout moment, sans préavis et sans motif, par l'assemblée générale des Associés.

21.3 Le commissaire a un droit illimité de surveillance et de contrôle permanents sur toutes les opérations de la Société.

21.4 Si les Associés de la Société désignent un (1) ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés conformément à l'article 69 de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, telle que modifiée, la fonction de commissaire sera supprimée.

21.5 Le réviseur d'entreprises agréé ne pourra être révoqué par l'assemblée générale des Associés que pour juste motif ou avec son accord.

**F. Exercice social - Affectation des bénéfices - Acomptes sur dividendes**

**Art. 22. Exercice social.** L'exercice social de la Société commence le premier (1<sup>er</sup>) janvier de chaque année et se termine le trente-et-un (31) décembre de la même année.

**Art. 23. Comptes annuels - Distribution des bénéfices.**

23.1 Au terme de chaque exercice social, les comptes sont clôturés et le Conseil de Gérance dresse un inventaire de l'actif et du passif de la Société, le bilan et le compte de profits et pertes, conformément à la loi.

23.2 A partir des bénéfices annuels nets de la Société, cinq pour cent (5%) au moins seront affectés à la réserve légale. Cette affectation cessera d'être obligatoire dès que et tant que le montant total de la réserve légale de la Société atteindra dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

23.3 Les sommes apportées à une réserve de la Société par un Associé peuvent également être affectées à la réserve légale, si cet Associé consent à cette affectation.

23.4 En cas de réduction du capital social, la réserve légale de la Société pourra être réduite en proportion afin qu'elle n'excède pas dix pour cent (10%) du capital social.

23.5 Sur proposition du Conseil de Gérance, l'assemblée générale des Associés décide de l'affectation du solde des bénéfices distribuables de la Société conformément à la Loi, aux présents Statuts et au Pacte d'Associés.

23.6 Nonobstant la clause 23.5 ci-dessus, lors de chaque année dans laquelle la Société décide de procéder à une distribution de dividendes, tirée des profits nets et des réserves disponibles provenant des bénéfices non-distribués, y compris toute prime d'émission, le montant alloué à cet effet sera distribué comme suit:

- en premier lieu, les détenteurs de Parts Sociales de Sous-Catégorie B1 recevront, pour l'année en question, une distribution de dividendes d'un montant de dix pour cent (10%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Sous-Catégorie B1 par eux détenus, puis,

- les détenteurs de Parts Sociales de Sous-Catégorie B2 recevront, pour l'année en question, une distribution de dividendes d'un montant de dix pour cent (10%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Sous-Catégorie B2 par eux détenus, puis



- les détenteurs de Parts Sociales de Catégorie A recevront le solde de toute distribution de dividendes.

#### **Art. 24. Acomptes sur dividendes - Prime d'émission et primes assimilées.**

24.1 Le Conseil de Gérance peut décider, conformément à la Loi, aux présents Statuts ainsi qu'au Pacte d'Associés, de distribuer des acomptes sur dividendes sur la base d'un état comptable intermédiaire préparé par le Conseil de Gérance et faisant apparaître que des fonds suffisants sont disponibles pour être distribués. Le montant destiné à être distribué ne peut excéder les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes destinées à être affectées à une réserve dont la Loi ou les présents Statuts interdisent la distribution.

24.2 Toute prime d'émission, prime assimilée ou réserve distribuable peut être librement distribuée aux Associés conformément à la Loi, aux présents Statuts et au Pacte d'Associés.

### **G. Liquidation**

#### **Art. 25. Liquidation.**

25.1 En cas de dissolution de la Société conformément à l'article 4.2 des Statuts, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs nommés par l'assemblée générale des Associés ayant décidé de cette dissolution et qui fixera les pouvoirs et émoluments de chacun des liquidateurs. Sauf disposition contraire, les liquidateurs disposeront des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et du passif de la Société.

25.2 Le surplus résultant de la réalisation de l'actif et du passif sera distribué entre les Associés en proportion du nombre de Parts Sociales qu'ils détiennent dans la Société.

### **H. Disposition finale - Loi applicable**

**Art. 26. Loi applicable.** Tout ce qui n'est pas régi par les Statuts, sera déterminé en conformité avec la Loi.»

#### *Septième résolution*

L'Assemblée décide d'accepter la démission de M. Andrew Pettit, en sa qualité de Gérant de Catégorie A et de lui accorder quitus (décharge) pour l'accomplissement de son mandat.

#### *Huitième résolution*

L'Assemblée décide de nommer M. Martin Raymond Augustine Beck résidant professionnellement à Kennedy, Thurlestone, Kingsbridge, Devon TQ7 3NP en qualité de Gérant de Catégorie A de la Société et Mme Pamela Valasuo résidant professionnellement au 2a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg en qualité de Gérant de Catégorie B de la Société, chacun pour une période indéterminée, afin que le Conseil de Gérance soit maintenant composé de la manière suivante:

- M. Nicholas West résidant professionnellement au 20 Balderton Street, London W1K6TL, United Kingdom, en qualité de Gérant de Catégorie A de la Société;

- M. Martin Raymond Augustine Beck résidant professionnellement à Kennedy, Thurlestone, Kingsbridge, Devon TQ7 3NP, en qualité de Gérant de Catégorie A de la Société;

- Mme Pamela Valasuo résidant professionnellement au 2a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en qualité de Gérant de Catégorie B de la Société;

- M. Cliff Langford résidant professionnellement au 2A, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en qualité de Gérant de Catégorie B de la Société;

- M. Renaud Labye résidant professionnellement au 2A, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en qualité de Gérant de Catégorie B de la Société; et

- Mme Habiba Boughaba résidant professionnellement au 2A, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en qualité de Gérant de Catégorie B de la Société.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, l'Assemblée a été levée à 8:40 heures.

#### *Frais et dépenses*

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui sont mis à la charge de la Société en raison du présent acte est évalué à environ mille deux cents euros (EUR 1.200,-).

Dont acte, passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle l'anglais, constate que le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français et constate, à la demande des comparants, qu'en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

L'acte ayant été lu au mandataire des comparants connu du notaire instrumentant par son nom, prénom, et résidence, ledit mandataire des comparants a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: V. HÉMERY, P.-J. SMET, C. CONSTANTINESCU, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 13 décembre 2013. Relation: DIE/2013/15318. Reçu soixante-quinze (75.-) euros

Le Receveur (signé) pd: RECKEN.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C

Diekirch, le 14 février 2014.

Référence de publication: 2014050950/1084.

(140057386) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

**GELF Topaz (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1160 Luxembourg, 28, boulevard d'Avranches.

R.C.S. Luxembourg B 185.926.

—  
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-sixth day of the month of March;

Before the undersigned notary Carlo WERSANDT, residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg);

THERE APPEARED:

The private limited liability company („Gesellschaft mit beschränkter Haftung“) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg “GELF Investments (Lux) S.à r.l.”, with registered office in L-1160 Luxembourg, 28, Boulevard d'Avranches, registered with the Luxembourg Trade and Companies Registry („Handels- und Gesellschafts Register“), section B, under number 117053,

here represented by Mrs. Estelle GARNON, employee, with professional address in L-1160 Luxembourg, 28, Boulevard d'Avranches, by virtue of a proxy given under private seal; which proxy, after having been signed “ne varietur” by the proxy-holder and the officiating notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

Such appearing party, represented as said before, requests the officiating notary to enact the articles of association of a private limited liability company, („Gesellschaft mit beschränkter Haftung“), to establish as follows:

**Chapter I. - Form - Name - Registered office - Object - Duration**

**Art. 1. Form - Corporate Name.** There is formed a private limited liability company under the name “GELF Topaz (Lux) S.à r.l.” which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the “Company”), and in particular by the law of August 10<sup>th</sup>, 1915 on commercial companies as amended (hereafter the “Law”), as well as by the present articles of incorporation (hereafter the “Articles”).

**Art. 2. Registered Office.** The registered office of the Company is established in Luxembourg-City (Grand Duchy of Luxembourg).

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

However, the Sole Manager, or in case of plurality of managers, the Board of Managers of the Company is authorised to transfer the registered office of the Company within the City of Luxembourg.

Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic or social, which would prevent the normal activity at the registered office of the Company, the registered office of the Company may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect on this Company's nationality, which, notwithstanding this temporary transfer of the registered office, will remain a Luxembourg Company. The decision as to the transfer abroad of the registered office will be made by the Sole Manager, or in case of plurality of managers, the Board of Managers of the Company.

The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

**Art. 3. Object.** The purpose of the Company shall be to acquire, hold, manage and dispose of participations, in any form whatsoever, in other Luxembourg or foreign enterprises; to acquire any securities, rights and assets through participation, contribution, underwriting firm purchase or option, negotiation or in any other way and namely to acquire patents and licences, to manage and develop them. This includes direct or indirect investment in development or commercial utilisation of property and real estate.

The Company may also enter into the following transactions:

- to borrow money in any form or to obtain any form of credit facility;
- to advance, lend or deposit money or give credit to its subsidiaries or companies in which it has a direct or indirect interest, even not substantial, or any company being a direct or indirect shareholder of the Company or any company belonging to the same group as the Company (hereafter referred to as the “Connected Companies” and each as a “Connected Company”).

For purposes of this article, a company shall be deemed to be part of the same “group” as the Company if such other company directly or indirectly owns, is in control of, is controlled by, or is under common control with, the Company, in each case whether beneficially or as trustee, guardian or other fiduciary. A company shall be deemed to control another company if the controlling company possesses, directly or indirectly, all or substantially all of the share capital of the



Company or has the power to direct or cause the direction of the management or policies of the other company, whether through the ownership of voting securities, by contract or otherwise;

- to enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the undertaking, property assets (present or future) or by all or any of such methods, for any assistance to the Connected Companies, within the limits of Luxembourg Law;

it being understood that the Company will not enter into any transaction, which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a banking activity.

The Company can perform all legal, commercial, technical and financial investments or operation and in general, all transactions which are necessary to fulfil its object as well as all operations connected directly or indirectly to facilitating the accomplishment of its object in all areas described above.

**Art. 4. Duration.** The Company is established for an unlimited duration.

## Chapter II. - Capital - Shares

**Art. 5. Share capital.** The corporate capital is fixed at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each.

The holders of the share(s) are referred to as the "Shareholders" and individually as a "Shareholder".

In addition to the corporate capital, there may be set up a premium account, into which any premium paid on any share is transferred. The amount of said premium account is at the free disposal of the Shareholder(s).

All shares of the Company will have equal rights.

The Company can proceed to the repurchase of its own shares within the limits set by the Law.

**Art. 6. Shares indivisibility.** Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

**Art. 7. Transfer of Shares.** In case of a single Shareholder, the Company's Share held by the single Shareholder are freely transferable.

In case of plurality of Shareholders, the share(s) held by each Shareholder may be transferred by application of the requirements of articles 189 and 190 of the Law.

## Chapter III. - Management

**Art. 8. Management.** The Company is managed by one or more manager(s) appointed by a resolution of the shareholder(s). In case of one manager, she/he/it will be referred to as the "Sole Manager". In case of plurality of managers, they will constitute a board of managers ("conseil de gérance") (hereafter referred to as the "Board of Managers")

The managers need not to be shareholders. The managers may be removed at any time, with or without cause by a resolution of the shareholder(s).

**Art. 9. Powers of the sole manager or of the Board of Managers.** In dealing with third parties, the Sole Manager or, in case of plurality of managers, the Board of Managers will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by Law or the present Articles to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the Sole Manager or in case of plurality of managers, of the Board of Managers.

**Art. 10. Representation of the Company.** Towards third parties, the Company shall be, in case of a Sole Manager, bound by the sole signature of the Sole Manager or, in case of plurality of managers, by the joint signature of any two managers or by the signature of any person to whom such power shall be delegated, in case of a Sole Manager, by the Sole Manager or, in case of plurality of managers, by any two managers.

**Art. 11. Delegation and Agent of the sole manager or of the Board of Managers.** The Sole Manager or, in case of plurality of managers, the Board of Managers may delegate its powers for specific tasks to one or more ad hoc agents.

The Sole Manager or, in case of plurality of managers, the Board of Managers will determine any such agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of its agency.

**Art. 12. Meeting of the Board of Managers.** In case of plurality of managers, the meetings of the Board of Managers are convened by any manager. The Board of Managers shall appoint a chairman.

The Board of Managers may validly debate and take decisions without prior notice if all the managers are present or represented and have waived the convening requirements and formalities.

Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing or by telegram or telefax or e-mail or letter another Manager as his proxy. A Manager may also appoint another Manager to represent him by phone to be confirmed in writing at a later stage.

The Board of Managers can only validly debate and take decisions if a majority of its members is present or represented. Decisions of the Board of Managers shall be adopted by a simple majority.

The use of video-conferencing equipment and conference call shall be allowed provided that each participating Manager is able to hear and to be heard by all other participating managers whether or not using this technology, and each participating Manager shall be deemed to be present and shall be authorised to vote by video or by telephone.

A written decision, signed by all the managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers, which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members of the Board of Managers.

The minutes of any meeting of the Board of Managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by two managers.

Extracts shall be certified by any Manager or by any person nominated by any Manager or during a meeting of the Board of Managers.

#### Chapter IV. - General meeting of shareholders

**Art. 13. Powers of the general meeting of shareholder(s) - Votes.** If there is only one Shareholder, that sole Shareholder assumes all powers conferred to the general Shareholders' meeting and takes the decisions in writing.

In case of a plurality of Shareholders, each Shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of Shares, which he owns. Each Shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. All Shares have equal voting rights.

If all the shareholders are present or represented they can waive any convening formalities and the meeting can be validly held without prior notice.

If there are more than twenty-five Shareholders, the Shareholders' decisions have to be taken at meetings to be convened in accordance with the applicable legal provisions.

If there are less than twenty-five Shareholders, each Shareholder may receive the text of the decisions to be taken and cast its vote in writing.

A Shareholder may be represented at a Shareholders' meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) an attorney who need not be a Shareholder.

Collective decisions are only validly taken insofar as Shareholders owning more than half of the share capital adopt them. However, resolutions to alter the Articles may only be adopted by the majority (in number) of the Shareholders owning at least three-quarters of the Company's Share capital, subject to any other provisions of the Law. Change of nationality of the Company requires unanimity.

#### Chapter V. - Business year

**Art. 14. Business year.** The Company's financial year starts on the 1<sup>st</sup> January and ends on the 31<sup>st</sup> December of each year.

At the end of each financial year, the Company's accounts are established by the Sole Manager or in case of plurality of managers, by the Board of Managers and the Sole Manager or in case of plurality of managers, the Board of Managers prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each Shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

**Art. 15. Distribution Right of Shares.** From the net profits determined in accordance with the applicable legal provisions, five per cent shall be deducted and allocated to a legal reserve fund. That deduction will cease to be mandatory when the amount of the legal reserve fund reaches one tenth of the Company's nominal capital.

To the extent that funds are available at the level of the Company for distribution and to the extent permitted by law and by these Articles, the Sole Manager or in case of plurality of managers, the Board of Managers shall propose that cash available for remittance be distributed.

The decision to distribute funds and the determination of the amount of such distribution will be taken by the Shareholders in accordance with the provisions of Article 13.7 above.

Notwithstanding the preceding provisions, the Sole Manager or in case of plurality of managers, the Board of Managers may decide to pay interim dividends to the shareholder(s) before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or these Articles and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned shall be reimbursed by the shareholder(s).

#### Chapter VI. - Liquidation

**Art. 16. Dissolution and Liquidation.** The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single Shareholder or of one of the Shareholders.

The liquidation of the Company shall be decided by the Shareholders' meeting in accordance with the applicable legal provisions.

The liquidation will be carried out by one or several liquidators, Shareholders or not, appointed by the Shareholders who shall determine their powers and remuneration.

### Chapter VII. - Applicable law

**Art. 17. Applicable law.** Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

#### *Transitory provision*

The first accounting year shall begin on the date of the incorporation of the Company and shall terminate on 31<sup>st</sup> December 2014.

#### *Subscription - Payment*

All the shares of the Company have been subscribed by "GELF Investments (Lux) S.à r.l.", previously named.

The shares have been fully paid up, so that the sum of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) is forthwith at the free disposal of the Company, as has been proved to the notary.

#### *Costs*

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately one thousand Euros.

#### *Decisions taken by the sole shareholder*

Immediately after the incorporation of the Company, the aforementioned appearing party, representing the whole of the subscribed share capital, has adopted the following resolutions as sole shareholder:

1) Are appointed as Managers of the Company for an undetermined duration:

- Mr. Emmanuel VANDER STICHELE, employee, born on 3 July 1971 in Bruges (Belgium), with professional address in L-1160 Luxembourg, 28, Boulevard d'Avranches; and

- Mr. Dominique PRINCE, employee, born on 29 October 1978 in Malmedy (Belgium), with professional address in L-1160 Luxembourg, 28, Boulevard d'Avranches.

Mr. Dominique PRINCE is appointed Chairman of the Board of Managers.

2) The Company shall have its registered office in L-1160 Luxembourg, 28, Boulevard d'Avranches (Grand Duchy of Luxembourg).

#### *Statement*

The undersigned notary, who understands and speaks English and German, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a German version; on request of the same appearing party, and in case of discrepancies between the English and the German text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning.

The deed having been read to the proxy-holder of appearing party, known to the notary by his first and last name, civil status and residence, the said proxy-holder has signed with Us, the notary, the present deed.

### **Es folgt die deutsche Fassung des vorstehenden Textes:**

Im Jahre zweitausendvierzehn, am sechszwanzigsten Tag des Monats März;

Vor dem unterzeichneten Notar Carlo WERSANDT, mit Amtssitz in Luxemburg, (Großherzogtum Luxemburg);

#### **IST ERSCIENEN:**

Die nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg gegründete und bestehende Gesellschaft mit beschränkter Haftung „GELF Investments (Lux) S.à r.l.“, mit Sitz in L-1160 Luxembourg, 28, Boulevard d'Avranches, eingetragen beim Handels- und Gesellschafts Register von Luxemburg, Sektion B, unter der Nummer 117053,

hier vertreten durch Frau Estelle GARNON, Angestellte, mit Berufsanschrift in L-1160 Luxembourg, 28, Boulevard d'Avranches, auf Grund einer ihr erteilten Vollmacht unter Privatschrift; welche Vollmacht von der Bevollmächtigten und dem amtierenden Notar „ne varietur“ unterschrieben, bleibt der gegenwärtigen Urkunde beigegeben, um mit derselben einregistriert zu werden.

Welche erschienene Partei, vertreten wie hiavor erwähnt, den amtierenden Notar ersucht, die Statuten einer zu gründenden Gesellschaft mit beschränkter Haftung zu beurkunden wie folgt:

### **Kapitel I. - Form - Name - Sitz - Gegenstand – Dauer**

**Art. 1. Form - Name der Gesellschaft.** Es wird eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung unter dem Namen „GELF Topaz (Lux) S.à r.l.“ errichtet, welche den Gesetzen, die für ein solches Unternehmen (im Folgenden die „Gesellschaft“)

gelten, und insbesondere dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner geänderten Fassung (im Folgenden das „Gesetz“) sowie der vorliegenden Satzung (im Folgenden die „Satzung“) unterliegt.

**Art. 2. Sitz der Gesellschaft.** Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg-Stadt, (Großherzogtum Luxemburg).

Er kann durch Beschluss einer außerordentlichen Hauptversammlung der Gesellschafter in Übereinstimmung mit den Bestimmungen für Satzungsänderungen an einen anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

Es kann jedoch der Alleingeschäftsführer oder, falls es mehrere Geschäftsführer gibt, der Verwaltungsrat der Gesellschaft den Gesellschaftssitz innerhalb von Luxemburg-Stadt verlegen.

Sollte eine militärische, politische, wirtschaftliche oder soziale Situation entstehen oder unmittelbar bevorstehen, welche den gewöhnlichen Geschäftsverlauf der Gesellschaft an ihrem Sitz beeinträchtigen würde, so kann der Sitz der Gesellschaft zeitweilig und bis zur Normalisierung der Lage ins Ausland verlagert werden; diese provisorische Maßnahme hat jedoch keine Auswirkung auf die Staatszugehörigkeit dieser Gesellschaft, die ungeachtet dieser zeitweiligen Verlegung des Sitzes eine luxemburgische Gesellschaft bleibt. Der Beschluss hinsichtlich einer Verlegung des Gesellschaftssitzes ins Ausland wird durch den Alleingeschäftsführer oder, falls es mehrere Geschäftsführer gibt, durch den Verwaltungsrat der Gesellschaft getroffen.

Die Gesellschaft kann Büros und Niederlassungen sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland haben.

**Art. 3. Gegenstand .** Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb, der Besitz, die Verwaltung und die Veräußerung von Beteiligungen in jedweder Form an anderen luxemburgischen oder ausländischen Unternehmen; der Erwerb von Wertpapieren, Rechten und Vermögenswerten durch Beteiligung, Einlage, Festübernahme oder Kaufoption, Verhandlung oder auf sonstige Weise und insbesondere der Erwerb von Patenten und Lizenzen und ihre Verwaltung und Entwicklung. Dies beinhaltet ebenfalls die direkte oder indirekte Anlage in die Entwicklung oder wirtschaftliche Nutzung von Grundbesitz und Immobilien.

Die Gesellschaft darf ebenfalls die folgenden Geschäfte ausführen:

- die Aufnahme von Darlehen oder Krediten in jedweder Form;
- die Leistung bzw. Vergabe von Vorschüssen, Darlehen, Einlagen oder Krediten an ihre Tochtergesellschaften oder sonstige Gesellschaften, an denen sie eine direkte oder indirekte, auch unwesentliche, Beteiligung hält, oder an jedwedes sonstige Unternehmen, das ein direkter oder indirekter Gesellschafter der Gesellschaft ist oder zur selben Gruppe wie die Gesellschaft gehört (im Folgenden die „verbundenen Gesellschaften“ sowie einzeln eine „verbundene Gesellschaft“).

Für die Zwecke des vorliegenden Artikels gilt ein Unternehmen dann als Teil derselben „Gruppe“ wie die Gesellschaft, wenn es direkt oder indirekt das Eigentum an der Gesellschaft besitzt, sie kontrolliert oder von ihr oder gemeinsam mit ihr kontrolliert wird, egal ob als wirtschaftlich Berechtigter oder als Verwalter, als Vormund oder als sonstiger Treuhänder. Ein Unternehmen gilt als beherrschendes Unternehmen, wenn es direkt oder indirekt das Eigentum am Stammkapital der Gesellschaft vollständig oder wesentlich besitzt oder die Befugnis hat, die Geschäftsleitung oder Geschäftspolitik des anderen Unternehmens zu führen oder maßgeblich zu beeinflussen, sei es durch das Eigentum stimmberechtigter Wertpapiere, einen Vertrag oder auf sonstige Weise;

- die Stellung von Garantien, Bürgschaften oder sonstigen Sicherheiten, egal ob durch persönliche Verpflichtung oder durch Hypothek oder durch Belastung des gesamten oder eines Teils des Unternehmens, der (aktuellen oder künftigen) Vermögenswerte oder durch alle diese Methoden, zur Erfüllung aller Verträge oder Verpflichtungen der Gesellschaft oder verbundener Gesellschaften, sowie jedwede Hilfeleistung an die verbundenen Gesellschaften im Rahmen des luxemburgischen Gesetzes;

dabei gilt, dass die Gesellschaft keine Geschäfte ausführen darf, die dazu führen würden, dass sie in einem Bereich tätig wäre, der als Bankaktivität zu betrachten wäre.

Die Gesellschaft kann alle rechtlichen, wirtschaftlichen, technischen und finanziellen Anlagen oder Geschäfte sowie generell alle Transaktionen ausführen, die zur Erfüllung ihres Zweckes erforderlich sind, sowie alle Tätigkeiten, die direkt oder indirekt mit der Erleichterung der Erzielung des Zweckes in allen oben beschriebenen Bereichen verbunden ist.

**Art. 4. Dauer.** Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit errichtet.

## Kapitel II. - Kapital, Anteile

**Art. 5. Gesellschaftskapital.** Das Gesellschaftskapital beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (12.500,- EUR) und ist in zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteile mit einem Nennwert von jeweils einem Euro (1,- EUR) aufgeteilt.

Die Inhaber der Anteile werden als „Gesellschafter“ bezeichnet.

Zusätzlich zum Gesellschaftskapital kann ein Agiokonto eingerichtet werden, in welches der auf einen Anteil bezahlte Ausgabeaufschlag eingestellt wird. Der Betrag auf dem genannten Agiokonto steht den Gesellschaftern zur freien Verfügung.

Alle Anteile der Gesellschaft beinhalten die gleichen Rechte.

Die Gesellschaft darf die eigenen Anteile im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen zurückkaufen.

**Art. 6. Unteilbarkeit der Anteile.** Gegenüber der Gesellschaft sind die Anteile der Gesellschaft unteilbar, da nur ein Eigentümer pro Anteil zugelassen ist. Gemeinsame Miteigentümer müssen eine einzige Person zu ihrem Vertreter gegenüber der Gesellschaft bestimmen.

**Art. 7. Übertragung von Anteilen.** Im Falle eines alleinigen Gesellschafters ist der Gesellschaftsanteil, den der Alleingesellschafter hält, frei übertragbar.

Gibt es mehrere Gesellschafter, sind die Gesellschaftsanteile der einzelnen Gesellschafter gemäß den Bestimmungen von Artikel 189 und 190 des Gesetzes übertragbar.

### Kapitel III. - Management

**Art. 8. Geschäftsführung.** Die Gesellschaft hat einen oder mehrere Geschäftsführer, die durch Beschluss der Gesellschafter bestellt werden. Gibt es nur einen Geschäftsführer, so wird dieser als der „Alleingeschäftsführer“ bezeichnet. Gibt es mehrere Geschäftsführer, bilden sie einen Verwaltungsrat („conseil de gérance“) (im Folgenden der „Verwaltungsrat“).

Die Geschäftsführer brauchen keine Gesellschafter zu sein. Die Geschäftsführer können jederzeit mit oder ohne Grund durch Gesellschafterbeschluss abgesetzt werden.

**Art. 9. Befugnisse des Alleingeschäftsführers oder des Verwaltungsrats.** Gegenüber Dritten hat der Alleingeschäftsführer oder, falls es mehrere Geschäftsführer gibt, der Verwaltungsrat unbeschränkte Vollmacht, unter allen Umständen im Namen der Gesellschaft zu handeln und jegliche Tätigkeiten und Geschäfte durchzuführen und zu genehmigen, die mit dem Gegenstand der Gesellschaft in Einklang stehen, sofern die Bedingungen des vorliegenden Artikels erfüllt sind.

Sämtliche Befugnisse, welche nicht ausdrücklich per Gesetz oder durch die vorliegenden Satzung der Gesellschafterversammlung vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Alleingeschäftsführers oder, falls es mehrere Geschäftsführer gibt, des Verwaltungsrats.

**Art. 10. Vertretung der Gesellschaft Gegenüber.** Dritten wird die Gesellschaft im Falle eines Alleingeschäftsführers durch dessen alleinige Unterschrift oder, falls es mehrere Geschäftsführer gibt, durch die gemeinsame Unterschrift zweier Geschäftsführer oder durch die Unterschrift einer vom Alleingeschäftsführer bzw. den beiden Geschäftsführern hierzu zu ermächtigenden Person verpflichtet.

**Art. 11. Übertragung von Befugnissen und Vertretung des Alleingeschäftsführers oder des Verwaltungsrats.** Der Alleingeschäftsführer oder, falls es mehrere Geschäftsführer gibt, der Verwaltungsrat kann für spezifische Aufgaben einem oder mehreren Ad-hoc-Vertretern Vollmachten erteilen.

Der Alleingeschäftsführer oder, falls es mehrere Geschäftsführer gibt, der Verwaltungsrat legt die Verantwortlichkeiten und ggf. die Entlohnung eines solchen Vertreters, die Dauer des Vertretungszeitraums und andere maßgebliche Bedingungen dieser Vertretung fest.

**Art. 12. Sitzung des Verwaltungsrats.** Gibt es mehrere Geschäftsführer, so werden die Sitzungen des Verwaltungsrats durch einen (beliebigen) Geschäftsführer einberufen. Der Verwaltungsrat bestimmt einen Vorsitzenden.

Wenn alle Geschäftsführer anwesend oder vertreten sind und auf die Formen und Fristen der Einberufung verzichtet haben, kann der Verwaltungsrat ohne vorherige Einberufung wirksam tagen und Beschlüsse fassen.

Jeder Geschäftsführer kann einen anderen Geschäftsführer schriftlich, durch Telegramm, Telefax, E-Mail oder Brief zu seinem Stellvertreter auf einer Verwaltungsratssitzung bestimmen. Ein Geschäftsführer kann einen anderen Geschäftsführer auch telefonisch zu seinem Stellvertreter bestimmen, wobei dies später schriftlich zu bestätigen ist.

Der Verwaltungsrat kann nur dann wirksam tagen und Beschlüsse fassen, wenn eine Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist. Beschlüsse des Verwaltungsrats gelten mit einfacher Mehrheit als angenommen.

Verwaltungsratssitzungen können per Telefon- oder Videokonferenz abgehalten werden, sofern jeder teilnehmende Geschäftsführer alle anderen teilnehmenden Geschäftsführer hören und von ihnen gehört werden kann, unabhängig davon, ob sie diese Technologie verwenden oder nicht, und dabei gilt jeder teilnehmende Geschäftsführer als anwesend und ist berechtigt, per Video oder Telefon abzustimmen.

Ein schriftlicher Beschluss mit der Unterschrift aller Geschäftsführer ist ebenso zulässig und wirksam, als wäre er bei einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Verwaltungsratssitzung angenommen worden. Ein solcher Beschluss kann in einem einzigen oder in mehreren separaten Dokumenten desselben Inhalts mit Unterschrift aller Verwaltungsratsmitglieder dokumentiert werden.

Die Protokolle aller Sitzungen des Verwaltungsrats sind vom Vorsitzenden oder in seiner Abwesenheit von zwei Geschäftsführern zu unterzeichnen.

Auszüge sind von einem Geschäftsführer oder einer von einem Geschäftsführer oder während einer Verwaltungsratssitzung dazu bestimmten Person zu beglaubigen.

### Kapitel IV. - Gesellschafterversammlung

**Art. 13. Befugnisse der Gesellschafterversammlung - Stimmrecht.** Gibt es nur einen Gesellschafter, so übt der Alleingesellschafter sämtliche Befugnisse der Gesellschafterversammlung aus und hält die Beschlüsse schriftlich fest.



Gibt es mehrere Gesellschafter, kann sich jeder Gesellschafter, unabhängig von der Anzahl der von ihm gehaltenen Geschäftsanteile, an gemeinsamen Beschlüssen beteiligen. Das Stimmrecht der Gesellschafter steht dabei im Verhältnis zu ihrem Anteilbestand. Alle Anteile beinhalten die gleichen Stimmrechte.

Sofern alle Gesellschafter anwesend oder vertreten sind, können sie unter Verzicht auf Formen und Fristen der Einberufung ohne vorherige Einberufung wirksam tagen.

Gibt es mehr als fünfundzwanzig Gesellschafter, sind die Gesellschafterbeschlüsse bei Gesellschafterversammlungen zu fassen, die unter Einhaltung der geltenden gesetzlichen Bestimmungen einzuberufen sind.

Gibt es weniger als fünfundzwanzig Gesellschafter, kann jeder Gesellschafter den Text der zu fassenden Beschlüsse erhalten und seine Stimme schriftlich abgeben.

Ein Gesellschafter kann sich auf einer Gesellschafterversammlung vertreten lassen, indem er schriftlich (oder per Fax oder E-Mail oder auf ähnliche Weise) einen Bevollmächtigten bestimmt, der kein Gesellschafter zu sein braucht.

Gemeinsame Beschlüsse gelten nur als wirksam gefasst, wenn die Gesellschafter, die sie annehmen, mehr als der Hälfte des Stammkapitals besitzen. Beschlüsse zur Änderung der Satzung können jedoch nur mit der (zahlenmäßigen) Mehrheit der Gesellschafter verabschiedet werden, die über mindestens drei Viertel des Stammkapitals der Gesellschaft verfügen, und gemäß allen sonstigen gesetzlichen Bestimmungen. Der Beschluss zur Änderung der Staatszugehörigkeit der Gesellschaft kann nur einstimmig gefasst werden.

## Kapitel V. - Geschäftsjahr

**Art. 14. Geschäftsjahr.** Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt jeweils am 1. Januar und endet am 31. Dezember desselben Jahres.

Zum Ende des Geschäftsjahres erstellt der Alleingeschäftsführer oder, falls es mehrere Geschäftsführer gibt, der Verwaltungsrat den Jahresabschluss sowie ein Inventar mit Bewertung der Aktiva und Passiva der Gesellschaft.

Jeder Gesellschafter kann am Sitz der Gesellschaft Einsicht in das oben genannte Inventar und die Bilanz nehmen.

**Art. 15. Ausschüttungsrechte der Anteile.** Von dem gemäß den geltenden gesetzlichen Bestimmungen ermittelten Reingewinn werden fünf Prozent der gesetzlichen Rücklage zugewiesen. Dieser Abzug ist nicht mehr obligatorisch, wenn der Betrag der gesetzlichen Rücklage ein Zehntel des Nennkapitals der Gesellschaft erreicht hat.

Soweit auf Gesellschaftsebene Mittel zur Ausschüttung verfügbar sind und soweit nach Gesetz und Satzung zulässig, schlägt der Alleingeschäftsführer oder, falls es mehrere Geschäftsführer gibt, der Verwaltungsrat vor, dass diese Beträge ausgeschüttet werden.

Die Beschlussfassung über die Ausschüttung sowie die Festlegung der Höhe einer solchen erfolgt durch die Gesellschafter gemäß den oben in Artikel 13.7 ausgeführten Bestimmungen.

Ungeachtet der vorstehenden Bestimmungen kann der Alleingeschäftsführer oder, falls es mehrere Geschäftsführer gibt, der Verwaltungsrat beschließen, an die Gesellschafter vor Ende des Geschäftsjahres auf der Grundlage eines Rechenschaftsberichts, aus dem hervorgeht, dass genügend Mittel zur Ausschüttung verfügbar sind, Zwischendividenden zu zahlen, wobei gilt, dass (i) der auszuschüttende Betrag ggf. die seit Ende des letzten Geschäftsjahres erzielten Gewinne, zuzüglich der Gewinnvorträge und der ausschüttungsfähigen Rücklagen, jedoch abzüglich der Verlustvorträge und der Beträge, die einer gemäß dem Gesetz bzw. der vorliegenden Satzung einzurichtenden Rücklage zuzuweisen sind, nicht übersteigen darf, und dass (ii) Ausschüttungen, die nicht den tatsächlich erzielten Gewinnen entsprechen, von den Gesellschaftern zurückzuzahlen sind.

## Kapitel VI. - Liquidation

**Art. 16. Auflösung und Liquidation.** Die Gesellschaft wird nicht aufgrund des Todes, des Verlusts der bürgerlichen Rechte, der Insolvenz oder des Konkurses des Alleingeschäftsführers oder eines der Gesellschafter aufgelöst.

Die Liquidation der Gesellschaft ist von der Gesellschafterversammlung in Übereinstimmung mit den geltenden gesetzlichen Bestimmungen zu beschließen.

Die Liquidation wird von einem oder mehreren Liquidator(en) durchgeführt, Gesellschafter oder nicht, der/die von den Gesellschaftern benannt wird/werden und dessen/deren Befugnisse und Entlohnung von den Gesellschaftern festlegt werden.

## Kapitel VII. - Anzuwendende Rechtsvorschriften

**Art. 17. Geltendes Recht.** In allen Angelegenheiten, für welche in der vorliegenden Satzung keine spezifischen Vorkehrungen getroffen wurden, wird auf die Bestimmungen des Gesetzes verwiesen.

### *Übergangsbestimmungen*

Das erste Geschäftsjahr beginnt mit dem Datum der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2014.

### *Zeichnung - Einzahlung*

Alle Anteile der Gesellschaft wurden von der oben genannten „GELF Investments (Lux) S.à r.l.“ gezeichnet.



Die Anteile sind vollständig bezahlt, sodass die Summe von zwölftausendfünfhundert Euro (12.500,- EUR) ab sofort zur freien Verfügung der Gesellschaft steht, wie dem Notar nachgewiesen wurde.

#### *Kosten*

Der Gesamtbetrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen, unter welcher Form auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlass dieser Urkunde entstehen und für die sie haftet, wird auf ungefähr tausend Euro abgeschätzt.

#### *Beschlussfassung der Alleinigen Gesellschafterin*

Unverzüglich nach der Gründung der Gesellschaft, hat hiervor erwähnte Partei, welche das gesamte gezeichnete Gesellschaftskapital vertritt, als Alleingesellschafterin folgende Beschlüsse gefasst:

- 1) Es werden für eine unbestimmte Dauer zu Geschäftsführern der Gesellschaft bestellt:
  - Herr Emmanuel VANDER STICHELE, Angestellter, geboren am 3. Juli 1971 in Brügge (Belgien), mit Berufsanschrift in L-1160 Luxemburg, 28, Boulevard d'Avranches; und
  - Herr Dominique PRINCE, Angestellter, geboren am 29. Oktober 1978 in Malmédy (Belgien), mit Berufsanschrift in L-1160 Luxemburg, 28, Boulevard d'Avranches.

Herr Dominique PRINCE wird zum Vorsitzenden des Verwaltungsrats bestimmt.

- 2) Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in L-1160 Luxemburg, 28, Boulevard d'Avranches (Großherzogtum Luxemburg).

#### *Erklärung*

Der unterzeichnete Notar, der Englisch und Deutsch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass, auf Wunsch der erschienenen Partei, die vorliegende Urkunde in Englisch abgefasst ist, gefolgt von einer deutschen Fassung; auf Ersuchen derselben erschienenen Partei, und im Falle von Divergenzen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, wird die englische Fassung maßgeblich sein.

WORÜBER die vorliegende notarielle Urkunde in Luxemburg, an dem anfangs oben angegebenen Tag, erstellt wurde.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Bevollmächtigte der erschienenen Partei, dem instrumentierenden Notar nach Vor- und Zunamen, Personenstand und Wohnort bekannt, hat dieselbe Bevollmächtigte mit Uns, dem Notar, gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Signé: E. GARNON, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 1<sup>er</sup> avril 2014. LAC/2014/15089. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur (signé): Irène THILL.*

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 7 avril 2014.

Référence de publication: 2014050520/404.

(140057684) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

**Grant Thornton Abax Consulting, Société Anonyme,  
(anc. Abax Consulting).**

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.

R.C.S. Luxembourg B 142.866.

L'an deux mille quatorze, le vingt-quatre février.

Par devant Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire de la société anonyme «Abax Consulting» ayant son siège social à L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy (la «Société»), constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 12 novembre 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2847 du 24 novembre 2008,

immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, section B sous le numéro 142.866.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Mme Géraldine NUCERA, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg, qui se nomme également comme secrétaire.

L'assemblée choisit comme scrutatrice Mlle Virginie PIERRU, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le Bureau ainsi constitué, la Présidente déclare et requiert le notaire d'acter que:

I- La présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

71712

*Ordre du jour:*

1. Changement du nom de la société en «Grant Thornton Abax Consulting» et modification subséquente de l'article 1<sup>er</sup> des statuts de la Société.

2. Divers.

II- Que l'actionnaire unique représenté, la mandataire de l'actionnaire unique représenté, ainsi que le nombre d'actions qu'il détient sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée "ne varietur" par la mandataire de l'actionnaire unique représenté ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

La procuration de l'actionnaire unique représenté, signée "ne varietur" par le mandataire de l'actionnaire unique représenté, par les membres du bureau et par le notaire instrumentant, restera également annexée au présent acte pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

III- L'intégralité du capital social étant représentée à la présente assemblée, l'actionnaire unique représenté se reconnaissant dûment convoqué et déclarant avoir eu connaissance de l'ordre du jour avant l'assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations. Cette assemblée, réunissant l'intégralité du capital social de la Société, est dès lors régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur tous les points portés à l'ordre du jour.

La Présidente soumet ensuite au vote des membres de l'assemblée la résolution suivante qui a été prise l'unique résolution suivante:

*Unique résolution:*

L'assemblée générale change le nom de la société en «Grant Thornton Abax Consulting» et modifie par conséquent l'article 1<sup>er</sup> des statuts de la société comme suit:

« **Art. 1<sup>er</sup>** . La société anonyme prend la dénomination de «Grant Thornton Abax Consulting».».

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance a été clôturée.

*Frais*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges quelconques qui incombent à la société des suites de ce document sont estimés à huit cent vingt euros (820,- EUR).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparantes connues du notaire par nom, prénoms usuels, états et demeures, celles-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: V. PIERRU, G. NUCERA, P. DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 25 février 2014. Relation: LAC/2014/8624. Reçu 75.-€ (soixante-quinze Euros).

*Le Receveur (signé): Irène THILL.*

POUR COPIE CONFORME, délivrée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg

Luxembourg, le 7 avril 2014.

Référence de publication: 2014050267/54.

(140057371) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

---

**Levecta S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2611 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 144.535.

Lors de l'assemblée générale ordinaire tenue en date du 27 mars 2014, Monsieur Geoffrey HUPKENS, domicilié professionnellement au 42, Rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg a été nommé Administrateur en remplacement de Madame Marie Laurence THILL, démissionnaire.

Le mandat de l'Administrateur nouvellement élu prendra fin lors de l'Assemblée générale annuelle de 2014.

Luxembourg, le 09 avril 2014.

*Pour: LEVECTA S.A.*

Société Anonyme

Experta Luxembourg

Société Anonyme

Signature / Susana Goncalves Martins

Référence de publication: 2014051305/17.

(140058416) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2014.